

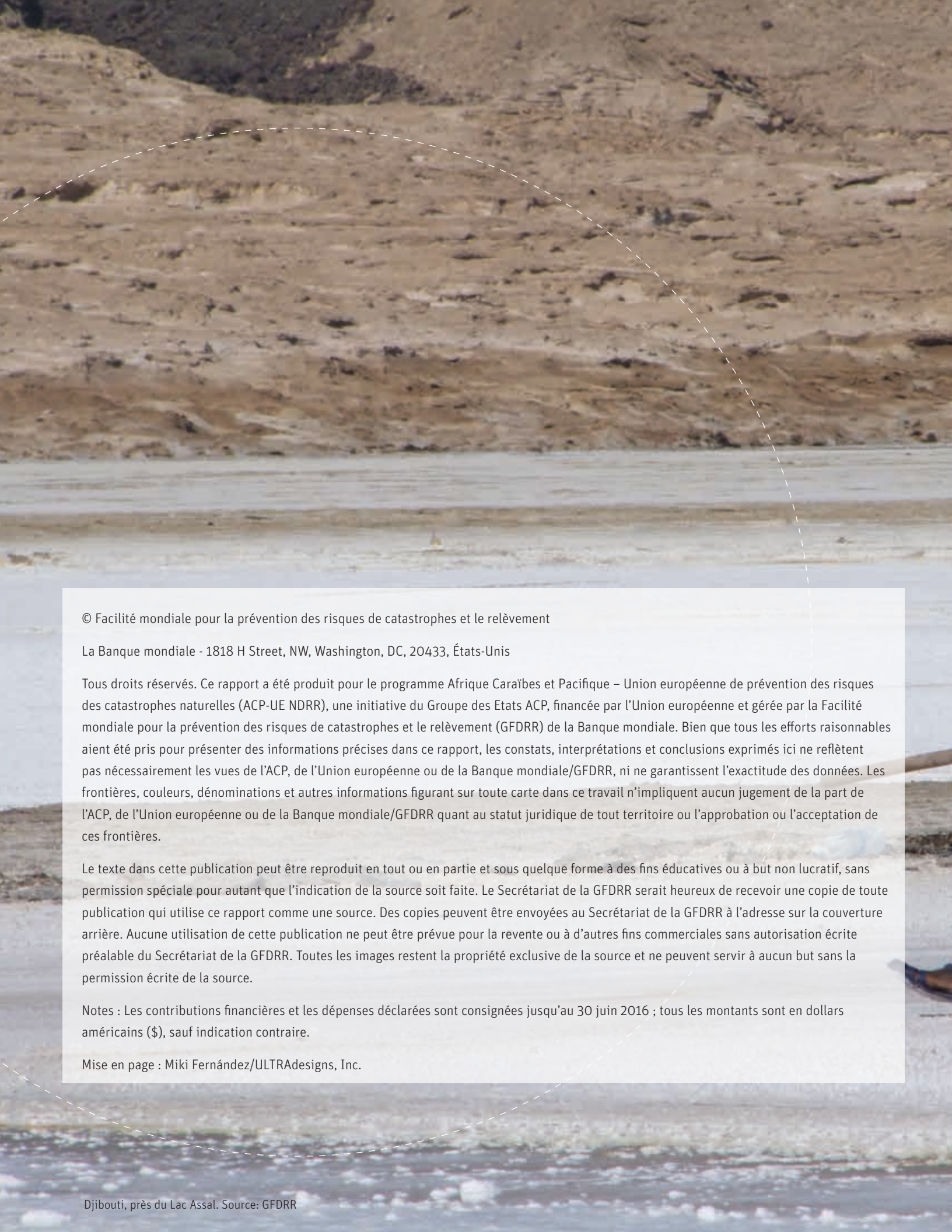
PROGRAMME  
**ACP-UE**

DE PRÉVENTION  
DES RISQUES LIÉS  
AUX CATASTROPHES  
NATURELLES

Rapport d'activité de 2015-2016



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



© Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement

La Banque mondiale - 1818 H Street, NW, Washington, DC, 20433, États-Unis

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme Afrique Caraïbes et Pacifique – Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative du Groupe des Etats ACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2016 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Mise en page : Miki Fernández/ULTRAdesigns, Inc.



PROGRAMME  
**ACP-UE**  
DE PRÉVENTION  
DES RISQUES LIÉS  
AUX CATASTROPHES  
NATURELLES

Rapport d'activité de 2015-2016



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



## CE RAPPORT

résume les activités et les accomplissements réalisés dans le cadre du programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR) entre le 1er juillet 2015 et le 30 juin 2016

# Sigles et abréviations

<b>AA</b>	Accord administratif
<b>AAP</b>	Appel à propositions
<b>ACC</b>	Adaptation au changement climatique
<b>ACMAD</b>	Centre africain pour les applications de la météorologie au développement
<b>ACP</b>	Afrique, Caraïbes et Pacifique
<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>AGRHYMET</b>	Agrométéorologie, hydrologie, météorologie (Centre régional)
<b>BAD</b>	Banque asiatique de développement
<b>BAfD</b>	Banque africaine de développement
<b>BCRIP</b>	Belize Climate Resilience Infrastructure Project (Projet des infrastructures à résilience climatique de Belize)
<b>BDC</b>	Banque de développement des Caraïbes
<b>BM</b>	Banque mondiale
<b>CAP</b>	Conservancy Adaptation Project (Projet d'adaptation à la conservation de la nature)
<b>CAT-DDO</b>	Catastrophe Deferred Drawdown Option (Option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes)
<b>CBDRM</b>	Gestion des risques de catastrophe à base communautaire
<b>CCRIF</b>	Caribbean Catastrophe Risk Insurance Facility (Facilité d'assurance contre les risques liés aux catastrophes aux Caraïbes)
<b>CDEMA</b>	Caribbean Disaster Emergency Management Agency (Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes)
<b>CDM</b>	Comprehensive Disaster Management (Gestion globale des catastrophes)
<b>CDRP</b>	Profils de risque de catastrophe de pays
<b>CE</b>	Commission européenne
<b>CEEAC</b>	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
<b>CEDAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
<b>CEPALC</b>	Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes
<b>CER</b>	Communautés économiques régionales
<b>CHaRIM</b>	Caribbean Handbook for Risk Information Management (Manuel des Caraïbes pour la gestion des informations sur les risques)
<b>CICR</b>	Comité international de la Croix-Rouge
<b>CIF</b>	Climate Investment Fund (Fonds d'investissement climatique)
<b>CILSS</b>	Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
<b>COSEP</b>	Centre des opérations de secours et de la protection civile
<b>COI</b>	Commission de l'océan Indien
<b>CP</b>	Comité de pilotage
<b>CRISP</b>	Community Resilience to Climate and Disaster Risk Project (Projet de résilience de la communauté aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles, aux îles Salomon)
<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine
<b>DaLA</b>	Damage and Loss Assessment (Évaluation des dommages et des pertes)
<b>DFID</b>	Department for International Development (Ministère britannique pour le développement international)
<b>DIMSUR</b>	Disaster Mitigation and Sustainable Recovery Center (Centre technique pour la gestion des risques de catastrophes, la durabilité et la résilience urbaine en Afrique australe)
<b>DoDMA</b>	Department of Disaster Management Affairs (Malawi) (Ministère du Malawi chargé de la gestion des catastrophes)
<b>Dominode</b>	Portail d'accès libre aux données de Dominique
<b>DPL</b>	Development Policy Loan (Prêt à l'appui de politiques de développement)
<b>DRFI</b>	Disaster Risk Financing and Insurance (Financement et Assurance des Risques de Risques de catastrophes)

#### 4 ■ Sigles et abréviations

<b>DRFTA</b>	Disaster Risk Financing Technical Assistance (Assistance technique au financement des risques de catastrophes à la Grenade)
<b>DVRP</b>	Disaster Vulnerability Reduction Project (Projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles)
<b>EAP</b>	Région Asie de l'Est et Pacifique
<b>EWISDP</b>	Early Warning and Information Systems Development Project (Lesotho) (Projet de développement de systèmes d'alerte précoce et d'information au Lesotho)
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FED</b>	Fonds européen de développement
<b>GBM</b>	Groupe de la Banque mondiale
<b>GdB</b>	Gouvernement du Belize / Gouvernement du Burundi
<b>GdCV</b>	Gouvernement du Cap-Vert
<b>GdF</b>	Gouvernement des Fidji
<b>GdG</b>	Gouvernement du Guyana
<b>GdIS</b>	Gouvernement des îles Salomon
<b>GdL</b>	Gouvernement du Liberia
<b>GdN</b>	Gouvernement du Niger
<b>GdS</b>	Gouvernement des Seychelles
<b>GEM</b>	Global Earthquake Model (Modèle de recherche global de séisme)
<b>GFDRR</b>	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
<b>GFR</b>	Demande de subventions
<b>GRC</b>	Gestion des risques de catastrophes
<b>GTM</b>	Groupe de travail multisectoriel
<b>HFA</b>	Hyogo Framework for Action (Cadre d'action de Hyogo)
<b>ICPAC</b>	Climate Prediction and Applications Center (Centre de prédiction et d'application climatique de l'IGAD)
<b>IDA</b>	International Development Association (Association internationale de développement)
<b>IGAD</b>	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
<b>IOI</b>	Îles de l'océan Indien
<b>JRDNA</b>	Joint Rapid Damage and Needs Assessment (St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines) (Évaluation conjointe rapide des dégâts et des besoins, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines)
<b>LCR</b>	Région Amérique latine et Caraïbes
<b>LiDAR</b>	Light Detection and Ranging (Détection de la lumière et mesure à distance)
<b>MCE</b>	Multi-Criteria Evaluation (Évaluation multicritère)
<b>MENA</b>	Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
<b>MDF</b>	Ministère des Finances
<b>MoSSaiC</b>	Management of Slope Stability in Communities (Gestion de stabilité des talus dans les collectivités)
<b>NAB</b>	National Advisory Board for Disaster Risk Management and Climate Change (Vanuatu) (Conseil consultatif national pour la gestion des risques de catastrophe et le changement climatique (Vanuatu))
<b>NCCP</b>	National Climate Change Policy (Solomon Islands) (Politique nationale sur le changement climatique - îles Salomon)
<b>NCRIP</b>	National Climate Resilience Investment Plan (Belize) (Plan national d'investissement pour la résilience au changement climatique (Belize))
<b>NDMA</b>	National Disaster Management Agency (The Gambia) (Agence nationale de gestion des catastrophes (Gambie))
<b>NDRM</b>	National Disaster Risk Management Plan (Solomon Islands) (Plan national de gestion des risques de catastrophe (îles Salomon))
<b>NDRR</b>	Natural Disaster Risk Reduction (Prévention des risques liés aux catastrophes naturelles) (Programme ACP-UE NDRR)
<b>NEMA</b>	(Nigeria) National Emergency Management Agency (Agence nationale pour la gestion des urgences du Nigeria)
<b>NSC</b>	National Stakeholder Consultation (Consultation des parties prenantes nationales)
<b>NSDI</b>	National Spatial Data Infrastructure (Belize) (Infrastructure nationale de données spatiales (Belize))

<b>OCHA</b>	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
<b>OIM</b>	Organisation internationale pour les migrations
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale
<b>ONGI</b>	Organisations non gouvernementales internationales
<b>ONU-HABITAT</b>	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
<b>OSS</b>	Observatoire du Sahara et du Sahel
<b>PACRIS</b>	Pacific Catastrophe Risk Information System (Système d'information sur les risques du Pacifique)
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial des Nations Unies
<b>PCRAFI</b>	Pacific Catastrophe Risk Assessment and Financing Initiative (Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique)
<b>PDNA</b>	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut
<b>PICS</b>	Pacific Island Countries (Pays des îles du Pacifique)
<b>PIGCT</b>	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres
<b>PMU</b>	Project Management Unit (Unité de gestion de projet)
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>PPCR</b>	Pilot Programme for Climate Resilience (Programme pilote pour la résilience climatique)
<b>PRC</b>	Prévention des risques de catastrophes
<b>QG</b>	Quartier général
<b>RBMS</b>	Result-Based Monitoring System (Système de suivi axé sur les résultats)
<b>RCMRD</b>	Regional Center for Mapping of Resources for Development (Centre régional de cartographie des ressources pour le développement)
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>RHoK</b>	Random Hacks of Kindness
<b>SADC</b>	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
<b>SAP</b>	System Application Products (Progiciel de gestion intégrée de systèmes, applications et produits)
<b>SDTF</b>	Single Donor Trust Fund (Fonds fiduciaire à bailleur de fonds unique)
<b>S/E</b>	Suivi-Évaluation
<b>SIG</b>	Système d'Information géographique
<b>SPC-SOPAC</b>	Secrétariat de la communauté du Pacifique - Division Géosciences et Technologies Appliquées
<b>SPREP</b>	Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement
<b>SSDF</b>	Saint Lucia Social Development Fund (Fonds de développement social de Sainte-Lucie)
<b>SVG</b>	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
<b>SWIO RAFI</b>	Southwest Indian Ocean Risk Assessment and Financing Initiative (Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien)
<b>TF</b>	Trust Fund (Fonds fiduciaire)
<b>UAV</b>	Véhicules aériens sans pilote
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>UNISDR</b>	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)
<b>UR</b>	Understanding Risk (Comprendre le risque)
<b>UWI</b>	University of the West Indies (Université des Indes occidentales)
<b>VMGD</b>	Vanuatu Meteorology and Geo-hazards Department (Vanuatu) (Département de Météorologie et des Aléas Géologiques du Vanuatu)
<b>WRMA</b>	Water Resource Management Agency (St. Lucia) (Agence de gestion des ressources hydrauliques de Sainte-Lucie)



# 82

projets d'une valeur totale de  
48,9 millions de dollars.

Le programme, baptisé le programme **ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (NDRR)**, intervient dans les pays et régions vulnérables dans le but de réduire les incidences des catastrophes, quelle qu'en soit l'ampleur.





# Table des Matières

**À propos du programme ACP-UE NDRR** p8

**Faits saillants** p11

**1. Vue d'ensemble des activités** p15

- 1.1 Gouvernance du programme p16
- 1.2 Analyse du portefeuille opérationnel, suivi et évaluation p17

**2. Progrès réalisés par région** p19

- 2.1 Programme ACP-UE NDRR en Afrique p21
- 2.2 Programme ACP-UE NDRR aux Caraïbes p34
- 2.3 Programme ACP-UE NDRR dans le Pacifique p42

**3. Interventions post-catastrophe** p48

**4. Renforcement de la coordination régionale de la GRC en Afrique** p53

- 4.1 À propos du Résultat 2 p54
- 4.2 Activités communes p55
- 4.3 Faits saillants des réalisations de l'exercice 2016 par les CER p56

**5. Annexes** p57

**Annexe 1** Communication et visibilité p58

**Annexe 2** Portefeuille de projets et résumé des engagements p61

# À propos du programme ACP-UE NDRR

Le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), l'Union européenne (UE) et la Banque mondiale (BM) ont établi le programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR) en vue de venir à l'appui d'activités de prévention des risques des catastrophes dans les pays ACP. Ses activités sont financées par une subvention de l'UE de **54,5 millions d'euros** versée à un fonds fiduciaire à bailleur unique géré par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR).

Lancé en octobre 2011, le programme a pour objectif de traiter de questions de prévention, d'atténuation et de préparation aux catastrophes naturelles, aux niveaux régional, sous-régional, national et local, dans les pays ACP. Ses quatre champs d'action prioritaires sont les suivants :

**1** L'intégration de la prévention des risques des catastrophes

**2** L'identification et l'évaluation des risques

**3** Les systèmes d'alerte précoce et la communication relative à la prévention des risques des catastrophes (PRC)

**4** Le transfert et l'intégration de la prévention des risques de catastrophes dans les efforts de relèvement post-catastrophe

## Les activités du programme ACP-UE NDRR se composent de trois grands volets :

### Les projets régionaux (Volet 1)

Renforcer la coopération régionale/sous-régionale pour faire progresser les programmes de prévention des risques de catastrophes des pays ACP.

### Les projets nationaux (Volet 2)

Apporter une assistance technique, en fonction des besoins et impulsée par la demande, pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de PRC et d'adaptation au changement climatique (ACC), y compris le renforcement de capacités de conseils techniques dans les pays ACP.

### Des activités post-catastrophe et de renforcement des capacités (Volet 3)

Améliorer la capacité des pays ACP à répondre efficacement aux catastrophes par le renforcement de capacités ex-ante à effectuer des évaluations des besoins post-catastrophe, à apporter rapidement de l'assistance technique et à intégrer la PRC dans la planification du relèvement.

## Les résultats escomptés sont les suivants :

**i** L'amélioration de la résilience des pays ACP aux répercussions des catastrophes naturelles ;

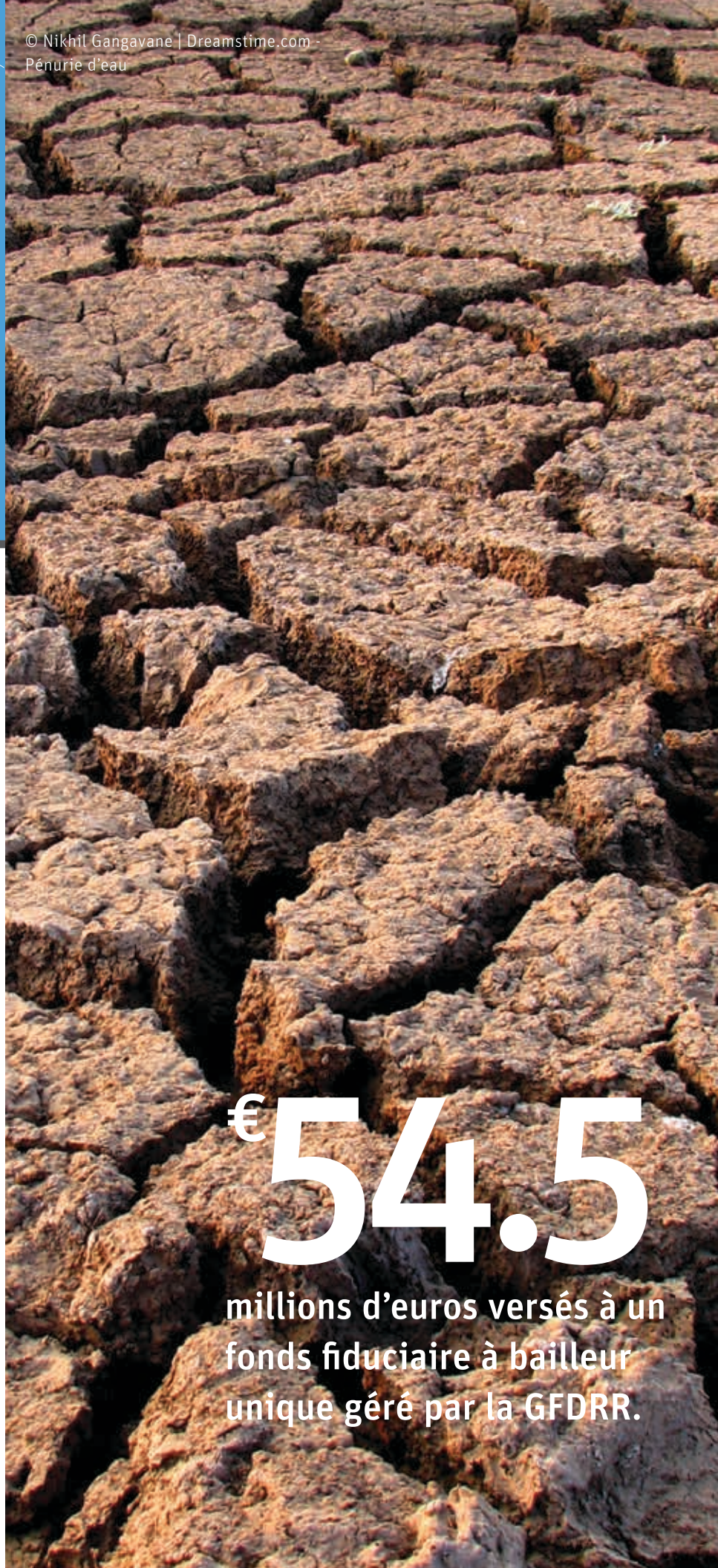
**ii** Un meilleur degré de préparation de la population dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles ; et

**iii** La réduction du coût des interventions en cas de catastrophes naturelles.

De plus amples informations  
sur le programme sont  
disponibles à l'adresse  
<http://www.drrinacp.org>

En août 2014, l'UE a apporté une **contribution supplémentaire de 20 millions d'euros** (24 millions de dollars) pour la composante régionale (Volet 1) afin **d'appuyer la capacité de coordination de gestion des risques de catastrophes (GRC) des Communautés économiques régionales africaines (CER)**. Cet engagement, connu sous le titre *Résultat 2* (« R2 »), est l'une des cinq composantes du Programme ACP-UE de **Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne**, qui est mis en œuvre conjointement par la Banque africaine de développement (BAfD), la Commission de l'Union africaine (CUA), le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et la Banque mondiale/GFDRR. Le programme R2 vise les quatre principales CER, à savoir : (i) la CEEAC - la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, (ii) la CEDEAO - la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest, (iii) l'IGAD - l'Autorité intergouvernementale pour le développement et (iv) la SADC - la Communauté de développement de l'Afrique australe. *Voir la section 4 pour de plus amples informations.*

€ **54.5**  
millions d'euros versés à un  
fonds fiduciaire à bailleur  
unique géré par la GFDRR.



Au cours de l'exercice FY16

\$ **6.3**

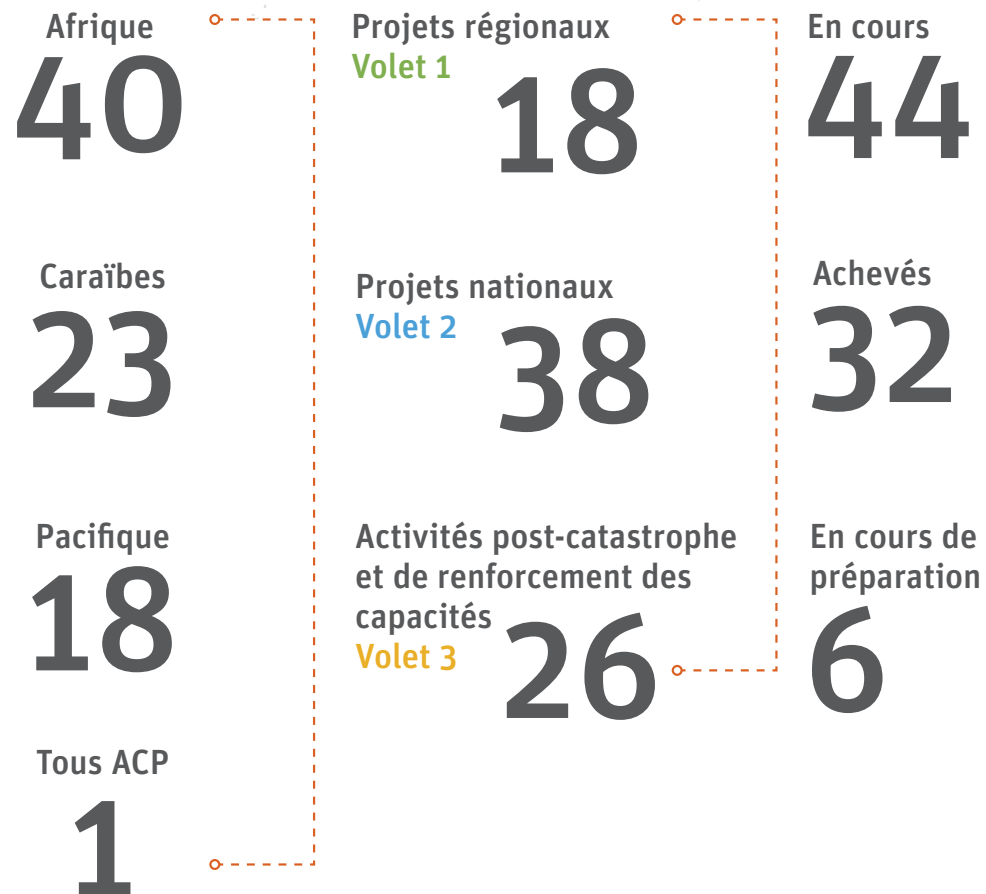
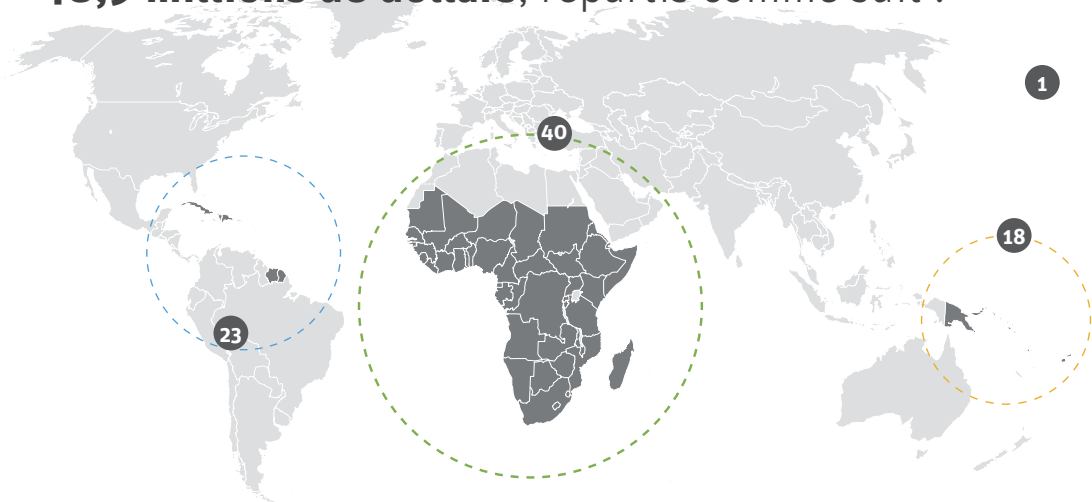
millions de dollars  
engagés pour

**9**

nouveaux projets

## Faits saillants

Au cours de la période couverte par le rapport (juillet 2015 à juin 2016), le Programme ACP-UE NDRR a continué à intensifier le soutien apporté aux pays sujets aux catastrophes naturelles. Un total de **6,3 millions de dollars** a été engagé pour **neuf nouveaux projets**, portant son portefeuille à **82 projets d'une valeur de 48,9 millions de dollars**, répartis comme suit :



En Tanzanie, au cours de l'exercice FY16, plus de

# 130

fonctionnaires ont reçu des formations u niveau des régions, des districts et des villages, en vue d'améliorer leurs capacités à planifier, à initier et à gérer des initiatives de résilience aux catastrophes .



Voici des exemples de réalisations :

## Afrique

Au niveau national, en **Tanzanie**, de hauts fonctionnaires du gouvernement et des communautés locales sont désormais mieux en mesure d'identifier les risques et les vulnérabilités, d'y remédier et d'en rendre compte, et ce grâce à un projet achevé durant l'exercice 2016 mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat étroit entre le gouvernement, UNICEF-Tanzanie, la Banque mondiale, l'Union européenne et les communautés locales. **Plus de 130 fonctionnaires ont reçu des formations u niveau des régions, des districts et des villages**, en vue d'améliorer leurs capacités à planifier, à initier et à gérer des initiatives de résilience aux catastrophes en collaboration avec les partenaires et les parties prenantes.

## Caraïbes

Le lancement du **Manuel des Caraïbes pour la gestion des informations sur les risques** en mai 2016, qui vise à soutenir la production et l'utilisation d'informations sur les dangers et les risques d'inondations et de glissements de terrain pour éclairer les projets des secteurs de la planification et des infrastructures au **Belize, à la Grenade, à la Dominique, à Sainte-Lucie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines**.

À **Sainte-Lucie**, le projet d'évaluation des aléas et des risques de catastrophe, qui s'est achevé en avril 2016, a effectué une **évaluation de la vulnérabilité des bâtiments résidentiels sur l'ensemble de l'île**. Ces travaux sont en train d'être utilisés en vue d'identifier et de prioriser les travaux d'amélioration à apporter aux logements retenus pour en renforcer la résilience, comprenant plus de 500 bâtiments relevés et géo-référencés

## Pacifique

Au niveau régional, le programme a appuyé la préparation de documents de GRC en vue de partager les enseignements tirés des efforts d'intégration de la résilience aux catastrophes et au changement climatique dans les futurs projets de transport dans **sept pays des îles du Pacifique** ayant été retenus.

Au **Timor-Leste**, un programme de renforcement des capacités a consolidé les compétences de fonctionnaires du gouvernement ainsi que des districts et des villages concernés qui sont nécessaires pour comprendre l'évaluation des risques multi-aléas (notamment par la collecte de données et des enquêtes sur le terrain) et pour utiliser les outils d'analyse technique destinés à la gestion des risques de catastrophe.

## Interventions post-catastrophe

En collaboration avec l'UE et les Nations Unies, le programme a apporté son appui à **trois évaluations post-catastrophe** à la **Dominique** (tempête tropicale Erika), aux **Fidji** (cyclone tropical Winston) et aux **Seychelles** (cyclone tropical Fantala).



## Renforcement des capacités

**Depuis le lancement du programme, plus de 10 200 personnes ont bénéficié de formations dans le cadre de 360 ateliers de formation à la GRC.** Lors de l'exercice 2016 par exemple, 83 fonctionnaires de ministères sectoriels et de collectivités régionales en Côte d'Ivoire ont reçu une formation pour faire partie du noyau de l'équipe de réserve PDNA (d'évaluation des besoins post-catastrophe) du pays.

**160 produits analytiques** ont été élaborés depuis 2011, dont par exemple le **premier atlas national des risques de catastrophes du Rwanda, publié durant l'exercice 2016**, qui est le fruit d'un processus complet d'évaluation des risques. Il met en évidence les différents niveaux de vulnérabilité et d'exposition du Rwanda vis-à-vis de cinq aléas retenus dans l'ensemble du pays, tout en soulignant dans le même temps les principales recommandations d'atténuation conçues pour réduire les risques.

## Partage des connaissances

Dans le cadre du programme R2, le **Groupe régional ACP-UE d'échange de connaissances sur la PRC - Capacités pour le développement**, a été lancé en juin 2016, dans le but de faciliter le partage de connaissances et d'expériences sur la PRC entre les communautés régionales, en permettant aux membres d'afficher et d'échanger des documents, des lignes directrices techniques, des études et les événements à venir.

## Coopération régionale

Toujours dans le cadre du programme R2, la **CEEAC** a lancé un forum de politique de haut niveau avec la création du **Réseau parlementaire pour la résilience aux catastrophes en Afrique centrale** en octobre 2015 à Kinshasa, en république démocratique du Congo (RDC), et a **établi une unité dédiée à la GRC et à l'ACC** au sein de son secrétariat en mars 2016. La **CEDEAO** a consulté en novembre 2015 ses États membres et ses parties prenantes régionales à Lomé, au Togo, au sujet du **Plan d'action de PRC de la CEDEAO 2015-2030 en vue de l'aligner sur le Cadre de Sendai pour la PRC**. L'**IGAD** a signé avec la Banque mondiale un accord de subvention lors du lancement en novembre 2015 du **programme R2 de l'IGAD de renforcement de la résilience aux catastrophes par la gestion des risques et l'adaptation au changement climatique** à Addis-Abeba en Éthiopie, lors du *Forum Comprendre les risques et finances en Afrique*. La **SADC** a établi un **programme de travail complet pour 2016 et 2017** qui s'attache à soutenir le réseau parlementaire régional et la coordination de la réponse au phénomène El Niño en Afrique australe. *Pour en savoir plus sur les activités du programme R2, voir la Section 4.*

Plus de

**10 200**  
**360**

personnes ont bénéficié de formations dans le cadre de

360 ateliers de formation à la GRC depuis le début du Programme.





# 1

## Vue d'ensemble des activités

*Entre juillet 2015 et juin 2016*



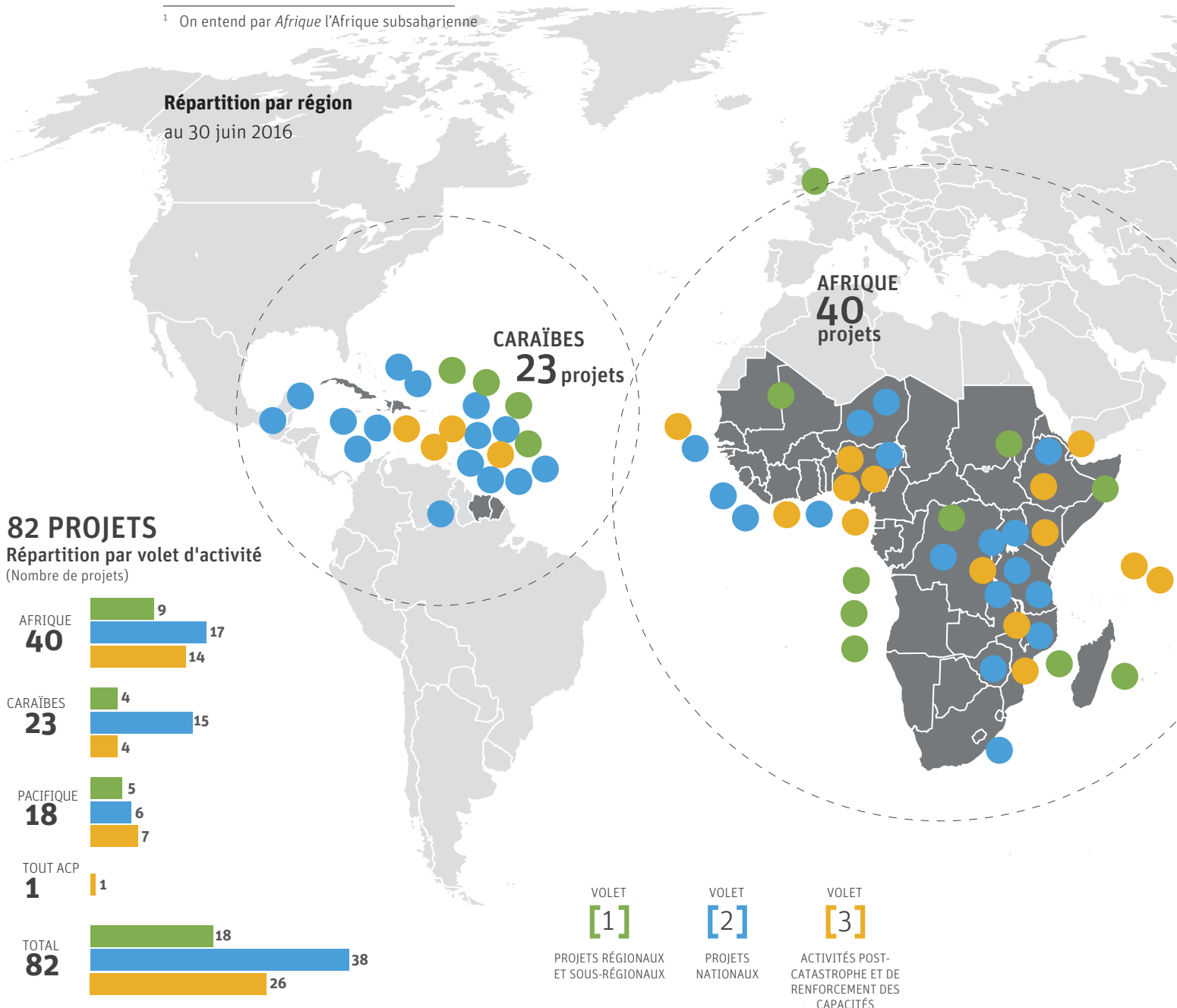
## 1.1 Gouvernance du programme

**Équipe du programme :** Depuis 2011, une équipe dédiée à Bruxelles assure la coordination de la mise en œuvre globale du programme au quotidien avec l'UE, le Secrétariat ACP et d'autres partenaires. L'équipe travaille en étroite collaboration avec les équipes régionales de GRC de la Banque mondiale responsables pour l'Afrique<sup>1</sup>, les Caraïbes et le Pacifique.

**Comité de pilotage :** Le comité de pilotage, composé de représentants du Secrétariat ACP, de

l'Union européenne et de la Banque mondiale, se réunit deux fois par an pour faire le point sur les progrès réalisés, fournir des avis et des conseils et remédier aux problèmes survenus au niveau de la mise en œuvre du programme. Les réunions sont présidées par le Secrétariat ACP et sont l'occasion de présenter le portefeuille global, l'aperçu financier et le statut du cadre de suivi. Deux réunions du comité de pilotage ont eu lieu au cours de la période visée par le rapport, le 13 octobre 2015 et le 11 avril 2016.

<sup>1</sup> On entend par *Afrique* l'Afrique subsaharienne



## 1.2 Analyse du portefeuille opérationnel, suivi et évaluation

En date du 30 juin 2016, le programme compte un **portefeuille de 82 projets**, dont **32 sont achevés**, **44 sont en cours** et **six en cours de préparation**.

<sup>2</sup> Au moins 40 pays ont bénéficié d'un appui direct du programme, tandis que les projets régionaux ont veillé à ce que l'ensemble des pays ACP bénéficient d'une manière ou d'une autre des activités du programme.

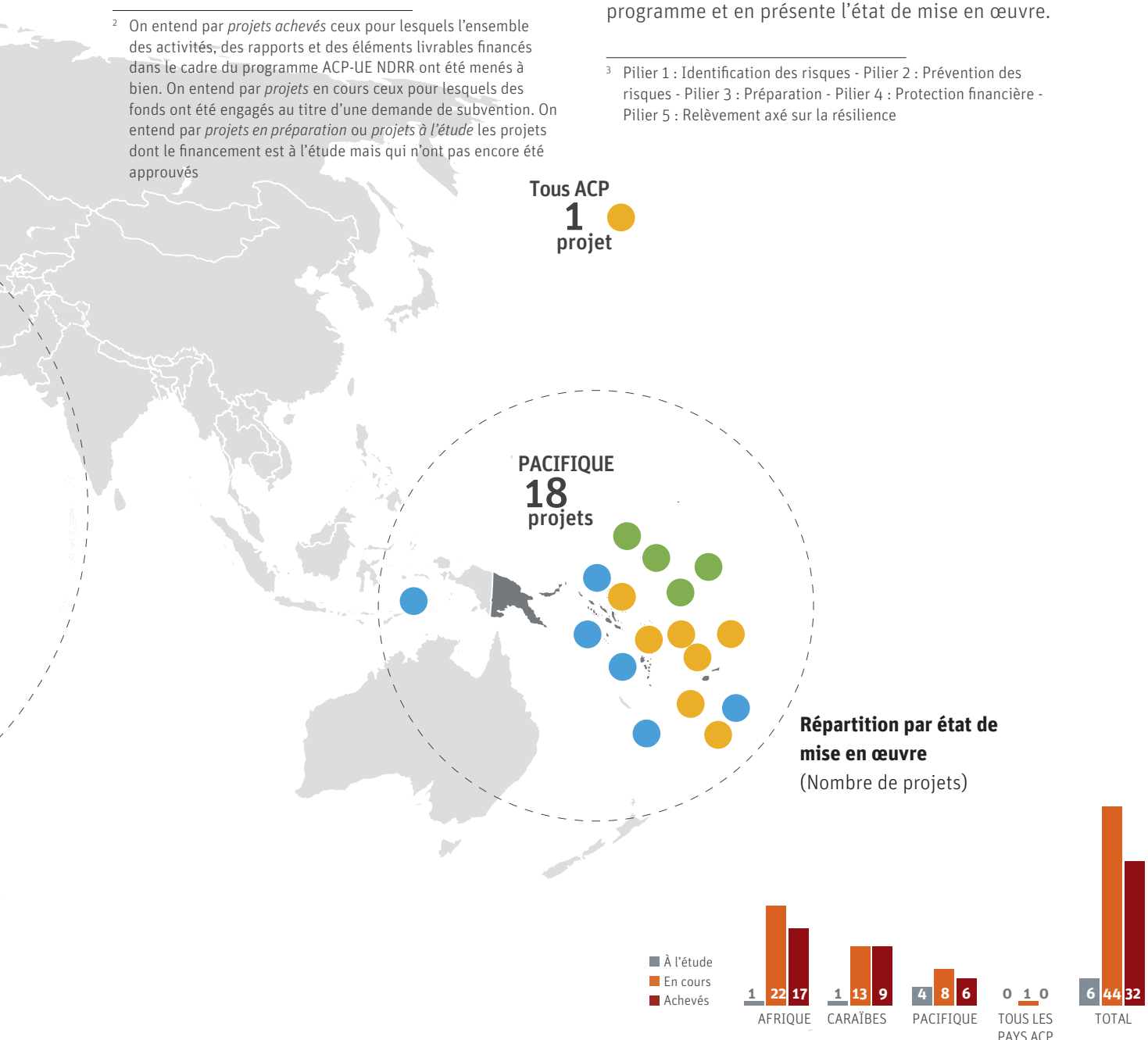
Entre juillet 2015 et juin 2016, un total de **6,3 millions de dollars** a été engagé pour **neuf**

<sup>2</sup> On entend par *projets achevés* ceux pour lesquels l'ensemble des activités, des rapports et des éléments livrables financés dans le cadre du programme ACP-UE NDRR ont été menés à bien. On entend par *projets en cours* ceux pour lesquels des fonds ont été engagés au titre d'une demande de subvention. On entend par *projets en préparation* ou *projets à l'étude* les projets dont le financement est à l'étude mais qui n'ont pas encore été approuvés

**nouveaux projets.** Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu de la répartition du portefeuille par volet, catégorie d'activité, nombre de projets et répartition géographique. La liste complète des projets, à leurs différents stades de mise en œuvre et la cartographie des piliers d'action de GFDRR <sup>3</sup> figurent dans l'annexe 2.

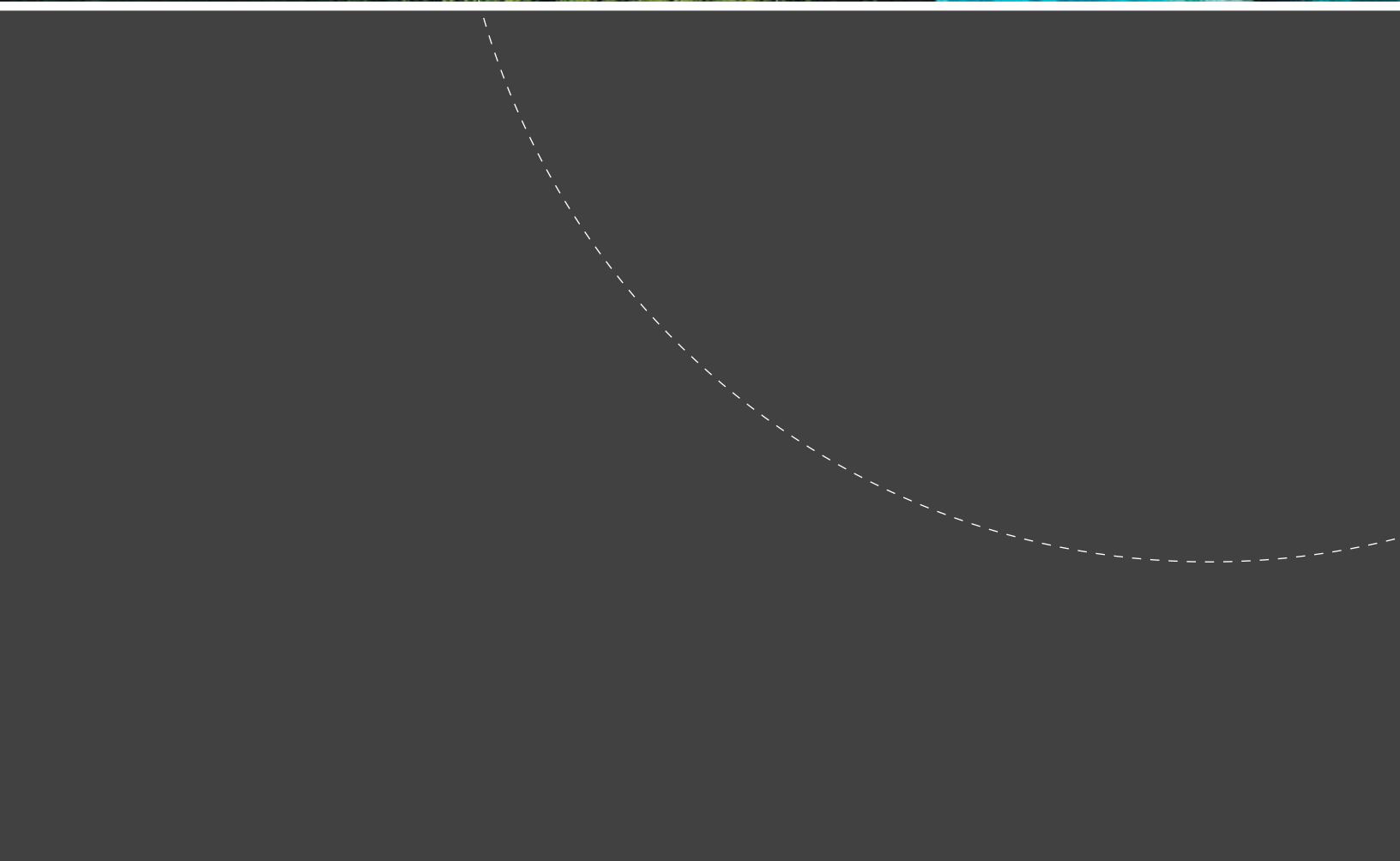
**Cadre de suivi :** Une méthodologie a été mise au point pour suivre les progrès de la mise en œuvre du programme. Celle-ci évalue la contribution respective de chaque projet aux objectifs du programme et en présente l'état de mise en œuvre.

<sup>3</sup> Pilier 1 : Identification des risques - Pilier 2 : Prévention des risques - Pilier 3 : Préparation - Pilier 4 : Protection financière - Pilier 5 : Relèvement axé sur la résilience





Iles Ngeruktabel, Palaos. Site du patrimoine mondial  
© Norimoto | Dreamstime





2

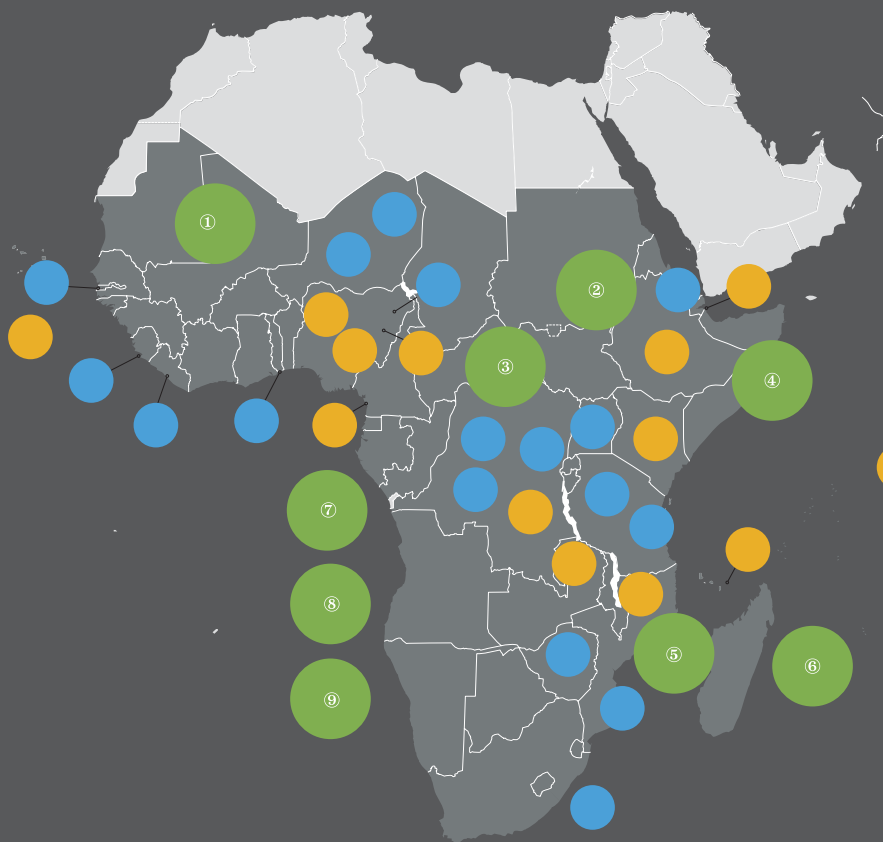
## Progrès réalisés par région

## Portefeuille opérationnel - AFRIQUE

Nombre de projets au 30 juin 2016

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Total
ACHEVÉS	4	2	11	17
EN COURS	5	14	3	22
À L'ÉTUDE	-	1	-	1
<b>TOTAL</b>	<b>9</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>40</b>

## LE PROGRAMME EN AFRIQUE 40 Projets



### VOLET 1

#### PROJETS RÉGIONAUX ET SOUS-RÉGIONAUX

SAHEL<sup>①</sup> – IGAD<sup>②</sup> – CEEAC<sup>③</sup> – RCMRD<sup>④</sup> – DIMSUR<sup>⑤</sup> – OIC<sup>⑥</sup> – FORUM COMPRENDRE LES RISQUES 2012 (LE CAP, AFRIQUE DU SUD)<sup>⑦</sup> – 5<sup>EME</sup> FORUM RÉGIONAL AFRICAÏN POUR LA PRC 2014 (ABUJA, NIGÉRIA)<sup>⑧</sup> – CER AFRICAÏNES<sup>⑨</sup>



### VOLET 2

#### PROJETS NATIONAUX

BURUNDI – DRC – ETHIOPIE – GAMBIE – LESOTHO – LIBERIA – MOZAMBIQUE – NIGER – NIGERIA – OUGANDA – RWANDA – SIERRA LEONE – TANZANIE – TOGO – ZIMBABWE



### VOLET 3

#### ACTIVITÉS POST-CATASTROPHE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

BURUNDI – CAP VERT – CAMEROUN – COTE D'IVOIRE – DJIBOUTI – ETHIOPIE – KENYA – MALAWI – MOZAMBIQUE – NIGERIA – SEYCHELLES

① Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad,

② Djibouti, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud

③ Angola, Burundi, Cameroun, Rep. Centrafricaine, RD Congo, Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé & Príncipe, Tchad

④ Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan, Soudan du Sud

⑤ Comores, Madagascar, Malawi, Mozambique

⑥ Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Zanzibar (Tanzanie)

## 2.1 Programme ACP-UE NDRR en Afrique

**A**u 30 juin 2016, la région Afrique représente la moitié des projets dans le programme ACP-UE NDRR, tant par le nombre qu'en termes de fonds engagés. Le portefeuille opérationnel pour l'Afrique se compose de 40 projets (soit 49 % du total), avec 27,9 millions de dollars affectés à des activités nationales et régionales ainsi que d'activités post-catastrophe et de renforcement des capacités. Parmi ces projets, 17 sont achevés, 22 sont en cours de réalisation et un est à l'étude.

Le Programme appuie activement des pays africains et des CER dans un large éventail de domaines de GRC, et notamment :

- \* Intégration de la GRC (*Projet DIMSUR<sup>4</sup>, Gambie, Liberia, Niger, Sahel, Sierra Leone, Togo, Mozambique, Zimbabwe*) ;
- \* Évaluations des risques (*Éthiopie, Îles de l'océan Indien<sup>5</sup>, Rwanda, Sierra Leone, Ouganda*) ;
- \* Développement d'outils de risque (*Liberia, Lesotho, Togo*) ;
- \* Résilience à base communautaire (*Liberia, Niger, Sierra Leone, Tanzanie, Togo*) ;
- \* Renforcement des capacités de PRC des CER (*CEEAC, CEDEAO, IGAD, CDAA*) ;
- \* Préparation aux catastrophes et systèmes d'alerte précoce (*Burundi, RD du Congo, Lesotho, Sierra Leone, Togo*) ;
- \* Financement du risque (*îles de l'océan Indien*) ;
- \* Évaluations post-catastrophe et planification des efforts de relèvement (*Côte d'Ivoire, Malawi, Seychelles*).

Les sections ci-dessous décrivent l'état d'avancement de projets sélectionnés au cours de la période couverte par le rapport.

*Note : Les détails de chaque projet, y compris le titre, le budget, les partenaires d'exécution et l'état de mise en œuvre, figurent à l'Annexe 2.*

### Volet 1 : Projets régionaux

#### Afrique centrale

Le projet **Élaboration de mesures de prévention des risques, de préparation aux catastrophes et d'intervention en Afrique centrale**, mis en œuvre avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), a démarré en novembre 2014 et s'est achevé en juin 2016. Ce projet a contribué à la mise en œuvre de l'intégration régionale par la CEEAC de la PRC pour le relèvement durable en Afrique centrale. Lancé au début de 2015, le projet a dispensé des formations techniques à des cadres importants pour qu'ils soient mieux aptes à comprendre et à évaluer les aléas et les vulnérabilités, à améliorer la préparation et à renforcer leur capacité à répondre à des catastrophes tant au niveau national que régional. Le projet s'appuie sur le soutien passé et présent que d'autres partenaires de développement ont apporté à la CEEAC, tels que la Commission européenne, l'UNISDR et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les principaux résultats sont l'élaboration d'un plan d'action pour la stratégie régionale en matière de PRC et d'ACC, ainsi que l'établissement du règlement intérieur du Réseau parlementaire pour la résilience aux catastrophes en Afrique centrale (adopté à Kinshasa en octobre 2015). Ce projet a contribué en outre au programme R2 financé au titre du Programme ACP-UE de **Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne**, également mis en œuvre par la Banque mondiale/GFDRR (voir Section 4).

#### Afrique de l'est

Le **projet régional de l'IGAD de résilience aux catastrophes et de durabilité**, mis en œuvre par la Banque mondiale, a démarré en septembre 2013. Il vise à intégrer la préparation aux risques

<sup>4</sup> DIMSUR : Centre technique pour la gestion des risques de catastrophes, la durabilité et la résilience urbaine en Afrique australe

<sup>5</sup> Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Zanzibar

## Aperçu des activités entreprises en Afrique

**Les activités d'intégration de GRC** progressent aux niveaux national, provincial, des districts et communautaire dans des secteurs comme les transports, l'aménagement du territoire/la planification de l'occupation des sols, et l'environnement (aménagement des zones côtières de faible altitude).

**Des plateformes régionales et nationales d'outils de risque ou de données** sont en cours de construction ou de consolidation. Un soutien est accordé à **l'intégration de systèmes d'informations sur les risques au niveau national ou local**.

Depuis le lancement du programme, 11 pays africains ont bénéficié d'une série de **formations nationales aux évaluations des besoins post-catastrophe et/ou à la méthodologie d'évaluation des dommages et des pertes**. La plupart d'entre elles ont eu lieu pendant les évaluations post-catastrophe réalisées sur place dans les pays.

Les recommandations de plusieurs rapports d'évaluation post-catastrophe ont **contribué à l'obtention de financement d'investissements importants** provenant de diverses sources.

Plusieurs projets sont mis en œuvre par, ou conjointement avec, des partenaires comme **Oxfam, le PNUD, le PAM**, et les pays bénéficiaires.

de sécheresse et à renforcer la capacité de relèvement post-catastrophe dans l'ensemble de la Corne de l'Afrique. Au cours de la période couverte par le rapport, le projet a apporté son appui à plusieurs événements liés au phénomène El Niño en 2015 dans la Grande Corne de l'Afrique : deux forums qui se sont tenus à Naivasha, au Kenya, en octobre 2015 et en mai-juin 2016, et un forum à Kigali, au Rwanda, en février 2016. Ces forums ont vu la participation de hauts responsables gouvernementaux et d'experts techniques des services nationaux météorologiques et hydrologiques de dix États membres, de l'organe spécialisé de l'IGAD dans les domaines de la météorologie et du climat, et des experts du Centre de prédiction et d'application climatique (ICPAC), ainsi que des représentants d'universités, d'instituts de recherche et d'organisations régionales et internationales qui se livrent à des activités de modélisation, de prédiction et d'applications climatiques pour la région. Les discussions ont porté sur les évaluations sectorielles et les répercussions économiques du phénomène El Niño dans la Corne de l'Afrique et ont fait le bilan des enseignements et des expériences tirés de l'utilisation des produits fournis lors des forums régionaux précédents sur les perspectives climatiques.

Le forum de juin 2016 à Kigali, au Rwanda a été suivi d'une formation technique pour les États membres de l'IGAD sur la méthodologie et le cadre de relèvement de l'évaluation post-catastrophe (PDNA), dispensée conjointement par la Banque mondiale, la GFDRR et le PNUD, en collaboration avec l'Union européenne. Ces activités conjointes consolident les efforts de collaboration existants tout en créant également de nouvelles synergies entre les États membres de l'IGAD et les organisations partenaires régionales et mondiales concernées. Il est prévu que le projet s'achève en août 2016.

### **Sahel**

Le **projet Sahel - Soutien de résilience et d'interventions en cas de catastrophes nationales et régionales**, lancé en juin 2014 et mis en œuvre par la Banque mondiale, a effectué une analyse de la capacité des institutions





régionales à contribuer à la PRC et a fait le bilan des systèmes d'information qui contribuent au suivi des risques de catastrophe. Au niveau national, le projet a apporté son appui aux activités suivantes :

- \* Une proposition d'investissement pour des services hydrométéorologiques et climatiques (programme hydrométéorologie) et d'alerte précoce, axée sur la préparation et la résilience au Mali, qui a obtenu une contribution de 22,75 millions de dollars du Fonds vert pour le climat (FVC) et de 2,5 millions de dollars de la GFDRR ;
- \* La proposition RainCell, qui a obtenu une contribution de 500 000 dollars pour démontrer la faisabilité d'utiliser les données des opérateurs de téléphonie cellulaire concernant l'atténuation des signaux pour contrôler les précipitations en temps réel dans la région du Grand Bamako ; et
- \* Une proposition d'investissement pour des services d'hydrométéorologie et d'alerte précoce au Burkina Faso, qui devrait être présentée au FVC début 2017.

### Afrique australe

Le **projet de Soutien à l'établissement d'un centre technique pour la prévention des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique**, lancé en novembre 2012, a pris fin en mars 2016, l'ensemble des activités principales du projet ayant été achevées. Mis en œuvre grâce à une subvention gérée par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), le projet a apporté son soutien à l'établissement d'un *Centre technique pour la gestion des risques de catastrophes, la durabilité et la résilience urbaine en Afrique australe (DIMSUR)* par les gouvernements des quatre pays membres fondateurs, à savoir Madagascar, le Malawi, le Mozambique et l'Union des Comores. DIMSUR a été mis en place sous forme d'organe régional indépendant qui vise à améliorer le développement et la diffusion de connaissances et d'outils sur les risques de catastrophes, ainsi qu'à développer des capacités adéquates au niveau régional et national dans les domaines de la GRC

et de l'ACC. Le conseil exécutif et le directeur exécutif ont établi et adopté le plan stratégique sur 10 ans de DIMSUR ainsi que les notes de synthèse pour la mise en œuvre de deux projets pilotes innovants de PRC et d'ACC. Par ailleurs, en partenariat avec ONU-Habitat, DIMSUR a lancé l'outil CityRAP de méthodologie d'urbanisme, suivi d'une formation des formateurs à son utilisation, aux Comores en janvier 2016. Plusieurs municipalités des pays membres de DIMSUR ont testé cet outil CityRap, et notamment celles de Chokwe, Vilankulo et Mocuba au Mozambique, de Zomba au Malawi et de Morondava à Madagascar. DIMSUR apporte son soutien proactif à l'unité PRC de la SADC, tout en cherchant également à établir des partenariats et des synergies avec des établissements universitaires ainsi que des partenaires internationaux/de coopération pertinents.

### Sud-ouest de l'océan Indien

L'**Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI)**, mise en œuvre par la Banque mondiale, a été lancée en avril 2014 pour aider les îles de l'océan Indien (IOI) à mieux comprendre les risques de catastrophe et à accroître leur résilience face aux risques financiers des catastrophes naturelles. Le projet vise également à renforcer leur capacité à répondre aux besoins de financement post-catastrophe sans compromettre leur équilibre budgétaire ni leurs objectifs de développement. Les *activités d'évaluation des risques* ont comporté notamment le recueil et le partage de données essentielles sur l'exposition aux risques et des informations existantes concernant les aléas pour les IOI. Toutes ces données sont mises à disposition par le biais des plateformes nationales de partage de données (GeoNode<sup>6</sup>) qui, jusqu'à ce jour, ont été établies aux Comores, à Madagascar, aux Seychelles et à Zanzibar. Des profils de risque spécifiques aux pays, pour les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles et Zanzibar, seront achevés d'ici le

<sup>6</sup> GeoNode est une application et une plateforme basées sur Internet dont la fonction est de développer des systèmes d'informations géospatiales et de déployer des infrastructures de données spatiales.

début de novembre 2016, après quoi toutes les informations sur les risques, les profils d'exposition et les profils de risque seront partagés avec les États insulaires participants. Sur la base de ces informations, les options de financement des risques de catastrophe ont été évaluées pour chaque pays, et l'assistance technique impulsée par la demande a été dispensée en vue d'élaborer des stratégies nationales préliminaires de financement des risques de catastrophes dans le cadre de l'Initiative ACP-UE de financement des risques de catastrophes en Afrique (« ADRF »)<sup>7</sup>, dans laquelle les activités restantes de SWIO RAFI seront intégrées. La poursuite du développement des plateformes libres d'accès de données géospatiales sur les risques recevra davantage de soutien par le biais de l'initiative OpenDRI de la GFDRR.

## Volet 2 : Projets nationaux

### Burundi

Le **projet de Préparation aux inondations et aux glissements de terrain en vue d'améliorer la résilience des communautés**, qui au titre du deuxième appel à propositions dans le cadre du Programme a été décerné en décembre 2014 à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et à la Croix-Rouge du Burundi (CRB) pour répondre aux priorités de 56 communautés sujettes aux inondations et aux glissements de terrain, a été retardé. Le conflit qui sévit dans le pays limite les déplacements des fonctionnaires des collectivités locales ainsi que ceux du personnel de la FICR et du CRB. La situation s'améliore toutefois progressivement depuis mars 2016 et les discussions ont repris. Le projet vise à mettre en place des mécanismes d'intervention et d'alerte précoce gérés par la communauté, à sensibiliser les communautés concernées, à

développer le renforcement des capacités des autorités locales, et à améliorer les programmes et le financement d'activités de PRC par la diffusion des connaissances.

### RD Congo

Le **projet de Renforcement des services hydrométéorologiques et climatiques**, approuvé en juin 2016, vise à contribuer à l'amélioration de la qualité des services d'hydrométéorologie du gouvernement de la République démocratique du Congo. Il s'agit pour cela de renforcer la capacité de l'agence nationale des services d'hydrométéorologie, MettelSat. Un soutien sera apporté en vue d'optimiser la collecte, la gestion et le partage des données sur les conditions concernant l'eau et la météo, l'intégration des ressources fournies par des centres régionaux/mondiaux de télédétection et de prévision, l'amélioration des compétences et de la motivation du personnel, et le développement de la capacité d'incorporer des technologies et des solutions nouvelles en vue de diffuser des informations d'hydrométéorologie pertinentes aux utilisateurs dans les secteurs concernés. Le projet, qui s'inscrit dans le cadre d'une initiative de plus large envergure cofinancée par l'initiative CREWS (Systèmes d'alerte précoce aux catastrophes du climat) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a pour mission d'apporter des contributions essentielles à des activités d'adaptation au changement climatique qui, à leur tour, produiront des avantages supplémentaires à un grand nombre de secteurs, notamment dans les domaines de l'agriculture, la sécurité des transports, la production d'énergie hydroélectrique et des systèmes d'alerte précoce pour la protection civile et la sécurité alimentaire.

### Ethiopie

Le **projet de planification de la prévention des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique des woredas**, qui au titre du deuxième appel à propositions dans le cadre du Programme a été décerné en décembre 2014 à l'Organisation catholique pour le secours et le développement (CORDAID), a été lancé en juillet

<sup>7</sup> L'initiative ADRF, mise en œuvre par la Banque mondiale/GFDRR, est également connue sous l'intitulé Résultat 5 du Programme ACP-UE de Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne. Elle vise à élaborer des stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socio-économiques budgétaires et financiers des catastrophes.

2015 et est mis en œuvre en collaboration avec la Commission nationale éthiopienne de gestion des risques de catastrophe (NDRMC), le Centre africain pour la gestion des risques de catastrophe (ACDRM) et la Banque mondiale. Il vise à soutenir les efforts de la NDRMC à établir le profil des risques de catastrophe au niveau des « woredas » (les « districts », dans la langue locale) ciblés, dans le cadre du plan national de croissance et de transformation et à généraliser concrètement dans le pays des mesures de PRC/ACC. Il portera sur 27 woredas, soit une population de 1,8 million d'habitants. Le démarrage du projet a été retardé en raison de la réorganisation de la NDRMC mais aussi à cause de la situation de sécheresse grave qui a sévi en Éthiopie en 2015-2016, dont ont dû s'occuper l'État et les partenaires de développement aux niveaux national, régional et des districts. La planification de plusieurs activités a néanmoins été réalisée au cours de la période visée par le rapport. Ainsi dans l'objectif de créer des profils de risque, le plan de travail ainsi que l'analyse et les évaluations des procédures, des outils analytiques et des présentations qui existent ont été menés à bien et un atelier de lancement aura lieu au début du mois de septembre 2016. Les partenaires du projet se sont mis d'accord sur le processus et sur le contenu du profil de risques de deux woredas pilotes, dont les méthodologies ont été conçues ensemble. Le résultat des profils de risques sera présenté à la NDRMC et s'accompagnera de recommandations sur les autres améliorations à apporter aux

**Ethiopie - Le projet de planification de la prévention des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique des woredas bénéficiera à**

**27** districts, représentant 1.8 millions de personnes.

profils de risques. Les profils de risque de catastrophes donneront lieu à l'élaboration de plans d'atténuation/d'adaptation des risques de catastrophes dans les woredas. Ces profils formeront la base sur laquelle les administrations sectorielles des districts, les partenaires de développement et les communautés qu'ils servent pourront harmoniser leurs efforts de prévention des risques de catastrophes et être en mesure de réagir efficacement aux catastrophes lorsqu'elles se produisent.

### **Lesotho**

Le **projet Analyse des risques du changement climatique et gestion de l'information des systèmes d'alerte précoce**, qui a débuté en février 2013, a été complété par un financement supplémentaire en février 2016 en vue du renforcement des capacités du personnel de l'Agence de gestion des catastrophes concernant le système d'alerte précoce. Ce projet d'assistance technique de trois ans a été mis en place en 2013 sous la coordination du ministère des Affaires de l'énergie, de la météorologie et de l'eau du Lesotho, dans le but d'aider le gouvernement à anticiper les risques liés au changement climatique, à renforcer les capacités de modélisation et de gestion des ressources en eau et à améliorer le système d'alerte précoce. C'est à la suite de celui-ci qu'une **évaluation de la sécurité de l'eau et du changement climatique** a été achevée en décembre 2015 (voir Annexe 1). Le rapport décrit dans les grandes lignes un éventail de possibles scénarios futurs pour le Lesotho en fonction de différentes hypothèses de changement climatique à un horizon compris entre 2030 et 2050. L'analyse montre que le changement climatique aura des incidences importantes sur le développement macroéconomique à long terme, et souligne l'extrême vulnérabilité à ses effets de la sécurité de l'eau pour les ménages et au sein du secteur agricole et industriel. Pour renforcer les efforts d'ACC, le rapport présente des recommandations dans des domaines importants à long terme, et notamment l'amélioration du suivi des données et de l'analyse de la situation

économique et la réalisation d'évaluations approfondies du secteur agricole.

La composante du projet portant sur le système de gestion des informations du système d'alerte précoce continue d'avancer avec la mise au point du **Système d'information d'alerte précoce du Lesotho**, un portail d'information disponible sur Internet. Des fonctionnaires au niveau de la communauté et du district ont reçu des formations à la surveillance et à la collecte de données, en bénéficiant de l'appui d'analyse fourni par le Programme alimentaire mondial (PAM) et des groupes de travail sectoriels, en raison de l'absence de capacités au niveau national de l'agence de gestion des catastrophes. Cette démarche assure le recueil et la transmission des informations par une approche ascendante (bottom-up), et la diffusion des interventions et des directives par une approche descendante (top-down) par l'intermédiaire des groupes de travail intersectoriels. Le PAM continuera d'apporter son appui technique au-delà de la date d'achèvement du projet fixée à septembre 2016 pour en soutenir les objectifs de durabilité.

### **Liberia**

Le **projet de Renforcement de la gestion des risques de catastrophe** a été lancé en septembre 2012 et s'est conclu en juin 2016. Mis en œuvre conjointement par le PAM et la Banque mondiale, le projet a apporté un appui au Gouvernement du Liberia dans la rédaction d'une politique de GRC et une loi prévoyant la création d'une Agence

**Liberia – Un comité de pilotage et un comité technique ont été créés au niveau national en vue de coordonner les activités de GRC au Libéria dans**

**15** régions ciblées.

nationale de gestion des catastrophes. Le projet a été porté à exécution en collaboration avec l'Union européenne et d'autres partenaires, s'inscrivant dans le programme du Cadre stratégique et d'investissement du Liberia. Au cours de la période visée par le rapport, douze fonctionnaires ont assisté à un atelier de formation SIG/GRC en décembre 2015 et les informations de référence ont été établies pour les régions ciblées. Un comité de pilotage et un comité technique ont été créés au niveau national en vue de coordonner les activités de GRC dans 15 régions ciblées.

### **Mozambique**

Le **projet d'Intégration de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement de districts et la GRC à base communautaire**, décerné à World Vision au titre du deuxième appel à propositions du Programme en décembre 2014, a été lancé en septembre 2015. Ce projet vise à contribuer à l'intégration de la PRC et de l'ACC dans les stratégies de développement au Mozambique en vue d'accroître la résilience des communautés vulnérables. Pour atteindre cet objectif principal, le projet va s'attacher à renforcer les capacités des communautés cibles et à apporter une assistance technique à des instances aux niveaux des districts et national en vue d'intégrer les dimensions de la PRC et de l'ACC dans les plans de développement.

Le projet a été lancé en juin 2016 par l'embauche du personnel et des activités préparatoires associant les principales parties prenantes. C'est dans ce contexte que se sont tenues des réunions de plaidoyer afin de présenter les activités du projet aux principaux partenaires d'exécution, à savoir l'Institut national de gestion des catastrophes (INGC), le ministère de l'Économie et des finances, le ministère du Territoire, de l'environnement et du développement rural (MITADER) et des représentants de collectivités locales provenant des trois districts ciblés (Chokwe, Chibuto et Guija) de la province de Gaza.

### **Niger**

Le **projet de prévention des risques de catastrophes à base communautaire**, lancé en

août 2012 et mis en œuvre par Oxfam, s'est conclu en juin 2016. L'objectif du projet était de renforcer les capacités des communautés bénéficiaires pour leur permettre de se préparer et de répondre aux aléas météorologiques par des formations à la PRC et par l'intégration d'interventions d'adaptation au changement climatique. Le projet présente à son actif les accomplissements suivants :

- \* L'assistance à 4 128 foyers par le soutien à la mise en œuvre de 36 microprojets visant à réduire les risques de catastrophes naturelles et à favoriser l'adaptation au changement climatique ;
- \* L'intégration par neuf municipalités de la PRC/ACC dans leurs plans de développement ;
- \* La création et l'installation dans 23 communautés d'une base de données pour le suivi des informations sur les catastrophes naturelles, comportant des données sur leur vulnérabilité.

Le **projet du système d'alerte précoce multi-aléas axé sur la gestion des risques d'inondations**, lancé en avril 2015 et mis en œuvre par la Banque mondiale, appuie le plan d'action du Gouvernement du Niger portant sur la gestion de l'information et sur un système d'alerte précoce. Au cours de la période visée par le rapport, le projet s'est focalisé sur la mise au point d'un outil d'information du public pour le partage de données doté de capacités de synchronisation entre les principaux services techniques, y compris le Bureau du Premier ministre, les services météorologiques, hydrologiques, de la sécurité alimentaire, de l'aide humanitaire et de la protection civile. Cet instrument porte sur la gestion des informations sur les aléas, l'exposition et la vulnérabilité, et l'élaboration d'un outil d'appui à la décision pour les interventions d'urgence. Sa coordination est assurée avec l'Union européenne, le PNUD et l'UNISDR.

### Rwanda

Le **projet d'établissement de profils complets de risques de catastrophes pour améliorer la gestion des catastrophes** a été lancé en octobre 2012 et s'est conclu en avril 2016, ayant accompli

## Niger - 4128 foyers soutenus par

# 36

**microprojets visant à réduire les risques de catastrophes naturelles et à favoriser l'adaptation au changement climatique.**

avec succès toutes les principales activités prévues. Le projet a été mis en place par la Banque mondiale en collaboration avec le ministère rwandais de la Gestion des catastrophes et des questions relatives aux réfugiés (MIDIMAR), dans le but d'évaluer les risques de divers aléas et d'élaborer un profil complet des risques de catastrophe. Le 10 septembre 2015, le projet a lancé son premier **Atlas national des risques de catastrophes** (voir *Annexe 1*), qui a été établi en adoptant un processus complet d'évaluation des risques sous la houlette du MIDIMAR et en étroite collaboration avec le PNUD, l'Union européenne et la Banque mondiale. L'Atlas se concentre sur cinq principaux aléas : sécheresse, glissements de terrain, inondations, tremblements de terre et tempêtes. Il met en évidence les différents niveaux de vulnérabilité et d'exposition par rapport à ces aléas dans tout le pays, tout en soulignant les principales recommandations d'atténuation visant à réduire les risques.

L'Atlas national des risques de catastrophes a été adopté avec enthousiasme par les autorités gouvernementales et les partenaires de développement, en saluant l'importante contribution qu'il apporte pour mieux comprendre les profils de risques de catastrophes du pays, ainsi que les impacts sociaux et économiques potentiels que les catastrophes naturelles peuvent avoir sur la voie du développement du pays. La consolidation de données précises sur les risques

## Rwanda - Premier Atlas national des risques de catastrophes concentré sur

**5** aléas principaux, développé au travers d'un processus d'évaluation des risques mené par le gouvernement, en collaboration avec le PNUD, l'Union européenne et la Banque mondiale.

viendra renseigner la stratégie nationale de gestion des risques, en aidant les décideurs d'une part à mieux protéger les vies humaines et les actifs économiques, et d'autre part à allouer plus efficacement les ressources limitées en situations de catastrophes. Bien que ce projet soit désormais conclu, le MIDIMAR a pris l'engagement d'assurer le libre accès à l'ensemble des données et des informations produites lors de la préparation de l'Atlas des risques ainsi qu'à leurs mises à jour futures sur la plateforme géospatiale sur Internet.

### Sierra Leone

Le **projet de soutien à la PRC à base communautaire**, lancé en octobre 2012 et mis en œuvre par la Banque mondiale, a pour objectif de renforcer les capacités de coordination au niveau national dans les domaines de la PRC, de la préparation et des interventions d'urgence. Suspendu provisoirement en raison de l'épidémie d'Ebola en 2014-2015, ce projet a été prolongé jusqu'au 30 juin 2017. Un soutien sera apporté au Gouvernement du Sierra Leone pour réaliser l'évaluation des risques pour deux villes ciblées en se penchant sur des aléas spécifiques à l'aide d'ensembles de données disponibles sur le plan mondial et local. Ciblant à l'origine entre trois et six villes, à l'issue de la révision du projet en accord avec le Gouvernement, il a été convenu de concentrer le projet sur deux villes seulement. Les études d'évaluation des risques

des villes ciblées vont dresser une analyse complète des risques avec la description des divers aléas auxquels elles sont confrontées et la représentation cartographique de leurs risques et de leurs vulnérabilités. Elles vont chercher aussi à cerner les besoins ainsi que les investissements prioritaires en matière de PRC, et elles s'accompagneront d'études de faisabilité pour au moins un ou deux des principaux aléas (inondations, érosion côtière, etc.). La méthodologie de l'analyse et de la cartographie des risques reposera sur les éléments géographiques, les données historiques, les connaissances relayées par les communautés et les prévisions des aléas futurs.

### Tanzanie

Le **projet de renforcement de la capacité communautaire pour les interventions de PRC dans les régions sujettes à la sécheresse à travers les enfants**, lancé en août 2012 et mis en œuvre par la Banque mondiale en collaboration avec le ministère de Gestion des catastrophes du Gouvernement de Tanzanie et l'UNICEF, s'est achevé en mai 2016. Le projet a renforcé les capacités des communautés dans les districts vulnérables de Same et de Kishapo en vue d'en renforcer la résilience face aux sécheresses récurrentes et à l'insécurité alimentaire. Le projet a *atteint plus de 11 000 bénéficiaires directement et plus de 12 000 de leurs voisins en ont bénéficié indirectement* comme consommateurs d'aliments et de produits locaux et utilisateurs de compétences locales. Au niveau des pouvoirs publics, 522 fonctionnaires au niveau des régions, des districts et des villages ont suivi des formations en vue d'améliorer leur capacité à planifier, lancer et gérer des initiatives de résilience aux catastrophes en collaboration avec les partenaires et les parties prenantes ; 15 ont reçu des formations à l'évaluation des risques en cas de catastrophe ; 107 ont été formés à la gestion des risques de catastrophe à base communautaire et 270 jeunes de diverses écoles à des capacités d'adaptation à la sécheresse.

Le **projet de renforcement de la résilience au changement climatique dans le secteur de l'eau en Tanzanie**, mis en œuvre par la Banque



Groupe de pêcheurs au Malawi. Source: Thinkstock.com

## ZOOM SUR LE PROJET – MALAWI

### LE CADRE NATIONAL DE RELÈVEMENT APRÈS UNE CATASTROPHE : IDENTIFIER LES RISQUES ET GUIDER LES EFFORTS DE RELÈVEMENT

**E**n janvier 2015, le Malawi a été victime des inondations les plus dévastatrices de toute son histoire, l'état de catastrophe étant déclaré dans 17 de ses 28 districts, situés principalement dans le sud du pays. Aux lendemains de la catastrophe, le Gouvernement du Malawi (GdM) a réalisé une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) avec le soutien de l'Union européenne, des Nations Unies, de la Banque mondiale et de la GFDRR.

Afin d'éviter des difficultés de coordination, le ministère du Malawi chargé de la gestion des catastrophes (DoDMA) a organisé une série d'ateliers en vue de définir une vision centralisée des efforts de relèvement, des objectifs et des priorités de financement pour l'ensemble des 17 districts sinistrés par les inondations. Fort des conclusions de l'évaluation, qui chiffrent les dommages et les pertes causés par les inondations à quelque 335 millions de dollars et les besoins de relèvement et de reconstruction à près de 494 millions de dollars, le GdM a préparé un cadre de relèvement afin de cerner les priorités et de porter à exécution les investissements de relèvement et de reconstruction nécessaires, avec le soutien des partenaires susmentionnés. Le Programme a assuré le financement à la fois du PDNA et du cadre de relèvement.

En reconnaissance de la contribution que peuvent apporter des exercices de cartographie communautaire et de libre accès aux données en vue de réduire la vulnérabilité du pays aux aléas naturels, la GFDRR a lancé en 2012 la plateforme GeoNode de données spatiales du Malawi (MASDAP) qui est aussi libre d'accès. Ces efforts ont porté leurs fruits lorsque les données issues de cette GeoNode, renforcées en 2014 par d'autres données en partenariat avec le DoDMA et d'autres ministères du gouvernement, ont été utilisées pour aider aux efforts de relèvement du gouvernement suite aux inondations de 2015.

Par ailleurs, ces efforts ont aidé à estimer l'impact que la catastrophe a eu sur la pauvreté et ont amélioré les informations sur les risques par des exercices de cartographie des communautés, y compris la cartographie de près de 450 quartiers résidentiels et la collecte de plus de 15 000 points de cheminement rien qu'à Nsanje.

**Le PDNA a également contribué à déclencher le financement supplémentaire à hauteur de 80 millions de dollars apporté par la Banque mondiale** visant à aider à rétablir les moyens de subsistance agricole, à reconstruire les infrastructures publiques essentielles, à renforcer la sécurité alimentaire et à améliorer la capacité d'intervention et de relèvement après la catastrophe. Le cadre de relèvement du Malawi est devenu l'axe central des efforts déployés par le GdM en termes de planification et de mise en œuvre du relèvement multisectoriel. Le cadre de relèvement sert à déterminer l'ordre de priorité des interventions, à orienter les investissements pour combler les lacunes financières et à éclairer les crédits budgétaires que le gouvernement accorde aux activités de relèvement. Le DoDMA a lancé officiellement le cadre national de relèvement après une catastrophe en octobre 2015, qui faisait suite au PDNA réalisé après les inondations de 2015, qu'il a diffusé aux services de planification de district et aux ministères sectoriels concernés au niveau national et local. En janvier 2016, celui-ci a également été présenté lors du Forum international sur le relèvement qui a eu lieu à Kobé, au Japon, pour y diffuser les leçons apprises.

Depuis son lancement, le GdM a eu fortement recours au cadre national de relèvement après une catastrophe pour orienter la priorisation et la mise en œuvre des activités de relèvement et de reconstruction. Celles-ci portent sur 544 sous-projets ciblant un total de 35 000 bénéficiaires répartis dans 15 districts. Les activités portent sur des sous-projets de réparation et de remise en état pour environ 220 routes rurales, 53 programmes d'irrigation, 106 projets de boisement, trois digues, 74 projets de conservation des sols et de l'eau, cinq murets de protection, un projet de reconstruction de petit barrage, 11 projets d'entretien d'étangs à poisson, 18 systèmes d'approvisionnement en eau, 13 initiatives de remblayage de ravine et sept interventions de protection de berges fluviales. Ce cadre de relèvement a également contribué à identifier des projets essentiels de réparation de routes et de ponts, de systèmes d'irrigation ainsi que des projets de santé et d'éducation pour la reconstruction.

mondiale, a débuté en mai 2014, dans le but de réduire la vulnérabilité des communautés rurales et urbaines à des aléas hydrométéorologiques en Tanzanie. Il se compose de deux volets : (i) accroître les performances d'infrastructures hydrauliques essentielles (c.-à-d. les compteurs d'eau) dans les communautés rurales, et (ii) la cartographie des risques d'inondation urbaine. Le choix de l'emplacement et de la conception des compteurs d'eau est maintenant terminé, mais les difficultés de passage de marchés lors du dernier cycle électoral ont retardé le projet. Le volet portant sur la cartographie des risques d'inondation urbaine s'est poursuivi, surtout à Dar es Salaam, la ville à la plus forte croissance d'Afrique. Il consistait en des activités de collecte de données, à savoir : localisation de plus de 750 000 bâtiments, 120 km de modèles d'imagerie et de surface, 2 091 km de routes et des dizaines de milliers de points d'intérêt (toilettes, points d'eau, écoles et d'autres infrastructures essentielles). Ce travail a pu être effectué grâce à la participation de plus d'une centaine de membres de la communauté et de 165 étudiants en SIG et en urbanisme d'universités locales. Ceux-ci ont créé les données et facilité le transfert de connaissances sur les questions d'inondations et de catastrophes à base communautaire. Les données ont été recueillies à l'aide d'outils peu coûteux tels que OpenStreetMap, des drones et des capteurs implantés sur place en employant des méthodes participatives impulsées par la communauté qui, à leur tour, leur ont donné les moyens de numériser leurs territoires en ayant recours à la cartographie communautaire. Cette

méthode de collecte de données est maintenant utilisée dans d'autres villes en Tanzanie, notamment à Stonetown, à Zanzibar. Le projet a abouti à une amélioration de la qualité et de la disponibilité des données dans le domaine des infrastructures urbaines, des actifs et des risques d'inondation.

## Togo

Le **projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres**, lancé en novembre 2014 et mis en œuvre par le ministère togolais de l'Environnement et des ressources forestières, a pour but de renforcer les capacités institutionnelles et sensibiliser à la gestion des risques d'inondation et à la dégradation des terres dans des zones rurales et urbaines ciblées. Il élargit également les pratiques de gestion durable des terres dans des paysages ciblés et des zones vulnérables aux aléas climatiques. Parmi les principales réalisations au cours de la période visée par le rapport, on relève la réhabilitation d'un entrepôt à Tsevié en juin 2016, afin qu'il serve de plaque tournante régionale pour le matériel d'urgence qui bénéficiera aux États membres de la CEDEAO. Il permettra aux pays de mieux faire face aux situations d'urgence futures et d'améliorer la situation globale de préparation aux catastrophes naturelles de la région. 36 000 personnes ont reçu des informations au sujet de l'ACC, de la PRC, de la dégradation des terres et des inondations (nombre de référence au début du projet : zéro) ; 5 ONG et 15 stations de radio communautaires ont été sélectionnées pour diffuser des campagnes de sensibilisation à la PRC et à l'ACC dans 80 écoles et zones vulnérables du Togo ; du matériel de collecte de données hydrologiques et météorologiques a été fourni pour les cinq régions du pays. On estime à 900 000 le nombre de bénéficiaires directs du projet, dont la plupart ont été victimes d'inondations, 37 % d'entre eux étant des femmes. Du matériel de collecte de données a été fourni au département d'hydrologie et à la Croix-Rouge du Togo pour assurer le fonctionnement du système d'alerte précoce. 19 plateformes locales de GRC ont été mises en place et sont fonctionnelles. Une étude topographique des zones vulnérables des régions maritimes et des savanes est actuellement en cours.

## Togo

# 19

**plateformes locales de GRC  
ont été mises en place et sont  
fonctionnelles.**





## Ouganda

Le **projet du plan d'action d'évaluation des risques et de résilience**, lancé en avril 2015 et mis en œuvre par la Banque mondiale, vise à élaborer une approche proactive en termes de GRC par une meilleure compréhension globale des aléas, des risques et des vulnérabilités à tous les niveaux. Les activités du projet, qui a démarré au début 2016, ont compté un atelier de formation à l'évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) et au relèvement après une catastrophe en février 2016, dans le but de renforcer les capacités d'interventions en cas de catastrophe au sein des ministères sectoriels. Trois ateliers de formation ont eu lieu, qui ont permis de former 100 personnes à la GRC et 45 au PDNA et au cadre du relèvement après une catastrophe. Le projet a également donné son appui à un examen initial du cadre juridique et institutionnel de l'Ouganda en matière de PRC et d'ACC.

## Zimbabwe

Le **projet d'intégration de la PRC et de l'ACC dans la planification du développement local par le biais de l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze**, décerné à la Croix-Rouge du Zimbabwe au titre du deuxième appel à propositions du Programme en décembre 2014, a été lancé en septembre 2015 et est mis en œuvre conjointement avec la Banque mondiale. Il vise à soutenir l'intégration de mesures de PRC et d'ACC dans le cadre du processus de planification du développement local au niveau des villages, des cantons et des districts. Bien qu'il n'en soit qu'à

ses tout débuts, plusieurs activités ont déjà été mises en œuvre et notamment : (i) des actions de sensibilisation des parties prenantes en vue de créer un environnement favorable au niveau local comme processus pour intégrer des mesures de PRC/ACC dans la planification du développement local ; (ii) la formation de chefs communautaires, de bénévoles de la Croix-Rouge et de membres de la communauté à des activités participatives d'évaluation des risques et de cartographie des aléas ; (iii) des efforts de plaidoyer au niveau local et de sensibilisation des acteurs essentiels dans des efforts pour faire le lien entre des systèmes d'alerte précoce à des interventions précoces.

## Volet 3 : Projets post-catastrophes, de renforcement des capacités et de relèvement

### Côte d'Ivoire

À la demande du Gouvernement de Côte d'Ivoire, deux stages de formation au PDNA et au cadre de relèvement ont été organisés conjointement par la Banque mondiale, la GFDRR, le PNUD et la FAO<sup>8</sup> du 16 au 29 avril 2016, à Abidjan et à Korhogo. L'objectif de ces formations était de développer l'expertise des points focaux nationaux de PRC et les capacités nationales à la méthodologie du PDNA et au cadre de relèvement.

Les participants assistant aux formations étaient au nombre de 83 : 46 à Abidjan et 37 à Korhogo.

<sup>8</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

La plupart d'entre eux étaient des points focaux sectoriels spécialistes de la PRC issus de différents départements ministériels<sup>9</sup>, directions régionales ou établissements spécialisés, d'ONG ainsi que des experts du bureau de pays de la FAO.

### Malawi

Au terme d'un PDNA Inondation réalisé en 2015, le Gouvernement du Malawi (GdM) a lancé officiellement le **Cadre national du relèvement après une catastrophe du Malawi** en octobre 2015. Le rapport a été diffusé au niveau national et local aux services de planification des districts et aux ministères sectoriels concernés, et il a été présenté au Forum international sur le relèvement qui a eu lieu en janvier 2016 à Kobé (Japon) en vue d'y diffuser les enseignements qui en ont été tirés.

Le cadre national du relèvement après une catastrophe a renforcé la capacité du GdM à guider les efforts de relèvement et de reconstruction par les mesures suivantes : (i) évaluation des capacités du gouvernement à gérer les opérations de relèvement ; (ii) indication des mandats,

des rôles et des responsabilités institutionnels, ainsi que des mécanismes de coordination, des instances non gouvernementales ; (iii) coordination du financement des activités de relèvement ; et (iv) identification des stratégies de communication et des procédures de passation de marchés ainsi que des mesures et des normes de mise en œuvre qui sont appropriées. Ce cadre national a permis aussi de renforcer les systèmes nationaux de GRC et de veiller à ce que les efforts de relèvement et de reconstruction soient planifiés de manière inclusive et mis en œuvre de manière équitable, en adoptant des normes selon le principe « Reconstruire en mieux » dans l'ensemble du Malawi. L'achèvement du projet est prévu en juillet 2016. *Voir la rubrique Zoom sur le projet (page 28) pour en savoir plus.*

### Seychelles

Le programme ACP-UE NDRR a donné son soutien à une **évaluation rapide des dégâts et des besoins** suite au passage du cyclone tropical Fantala en avril 2016. *Voir la Section 3 pour en savoir plus.*

<sup>9</sup> Environnement et développement durable, économie et finances, budget et portefeuille de l'État, infrastructures économiques, santé et assainissement, transports, agriculture et développement rural, ressources animales et halieutiques, BTP et urbanisme, commerce, femme et promotion de la famille, protection de l'enfance, emploi et sécurité sociale

## Portefeuille opérationnel - CARAÏBES

Nombre de projets au 30 juin 2016

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Total
ACHEVÉS	2	4	3	9
EN COURS	2	10	1	13
À L'ÉTUDE	-	1	-	1
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>23</b>

## LE PROGRAMME DANS LES CARAÏBES

23 Projets



### VOLET 1

#### PROJETS RÉGIONAUX ET SOUS-RÉGIONAUX

RENFORCER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN PRC ET ACC (PNUD)<sup>①</sup>  
 – PROGRAMME D'INFORMATION SUR LES RISQUES<sup>②</sup> – MOSSAIC<sup>③</sup> –  
 CONFERENCE CDEMA<sup>④</sup>



### VOLET 2

#### PROJETS NATIONAUX

BELIZE – DOMINIQUE – RÉPUBLIQUE DOMINICAINE – GRENADINE – GUYANA –  
 HAÏTI – JAMAÏQUE – SAINTE LUCIE – SURINAME



### VOLET 3

#### ACTIVITÉS POST-CATASTROPHE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

DOMINIQUE – SAINT VINCENT ET LES GRENADINES – SAINT LUCIE –  
 RENFORCER LES CAPACITÉS EN PDNA<sup>⑤</sup>

① Antigua et Barbuda, Barbados, Dominique, Grenade, St. Kitts et Nevis, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines

② Belize, Dominique, République Dominicaine, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines

③ Belize, Dominique, Grenade, Jamaïque, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines

④ Participation des pays membres de CDEMA (18 pays)

⑤ Antigua et Barbuda, Bahamas, Barbados, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, St. Kitts et Nevis, St. Lucie, St. Vincent et les Grenadines

## 2.2 Programme ACP-UE NDRR aux Caraïbes

Dans la région des Caraïbes, le programme ACP-UE NDRR est composé d'un portefeuille de 23 projets (28 % du total), dont la valeur s'élève à 11,7 millions de dollars. La période visée par le rapport s'est conclue par neuf projets achevés, 13 en cours et un en préparation. La liste complète des projets avec leur état de mise en œuvre figure à l'annexe 2.

Le programme appuie des activités relevant d'un large éventail de domaines de la GRC, y compris :

- \* Intégration de la GRC dans la planification sectorielle (*Haïti et République dominicaine*) ;
- \* Génération de données, informations sur les risques et évaluation (*aux niveaux national et régional*) ;
- \* Préparation d'investissements en GRC (*Belize, Dominique, Sainte-Lucie*) ;
- \* Communication sur la GRC et plaidoyer (*Guyana*) ;
- \* Renforcement des capacités techniques (*projets régionaux, mais aussi au niveau national à Sainte-Lucie*).

Les sections ci-dessous décrivent l'état d'avancement de projets sélectionnés au cours de la période visée par le rapport.

*Note : Les détails de chaque projet, y compris le titre, le budget, les partenaires d'exécution et l'état de mise en œuvre, figurent à l'Annexe 2.*

### Volet 1 : Projets régionaux

#### *Caraïbes*

Le **projet d'Information sur les risques aux Caraïbes**, lancé en novembre 2012 et mis en œuvre par la Banque mondiale, portant sur Belize, la Grenade, la Dominique, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines, s'est conclu en juin 2016. Le projet a donné lieu à l'élaboration du Manuel des Caraïbes pour la gestion des informations sur les risques (CHaRIM)<sup>10</sup> qui

oriente la production et l'utilisation d'informations sur les aléas et les risques d'inondations et de glissements de terrain afin d'éclairer les projets des secteurs de la planification et des infrastructures. L'essentiel de CHaRIM porte sur ce qu'on appelle les « cas d'utilisation », qui présentent les étapes requises pour produire et appliquer les informations sur les aléas et les risques dans le cadre des processus de planification physique et d'infrastructures. Le projet a également établi des cartes sur le plan national de susceptibilité aux glissements de terrain et des aléas d'inondations pour les pays participants. Une plateforme GeoNode de partage des données<sup>11</sup> a été établie pour partager les données préparées comme résultat du projet CHaRIM. La CDEMA, l'Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes, est actuellement en train d'étudier les possibilités d'intégrer cette plateforme ainsi que CHaRIM dans son système d'informations sur les risques aux Caraïbes, ce qui garantira la durabilité ainsi que la diffusion élargie du manuel, et de la plateforme. Des représentants des ministères et des agences concernés des pays des Caraïbes ont participé activement à l'élaboration des cartes des aléas et du manuel et ont été formés à leur application. Cinq ateliers de clôture, marquant la fin du projet, ont eu lieu entre le 20 avril et le 6 mai 2016. La Banque mondiale poursuit des discussions avec ses interlocuteurs des États concernés pour veiller à ce que les résultats de ce projet, à savoir le manuel, les cartes des aléas et les plans à moyen terme, soient des outils utiles qui servent à éclairer et à soutenir la mise en œuvre d'opérations de prêt.

Le **projet MoSSaiC de gestion de la stabilité des talus dans les collectivités de la communauté des praticiens des Caraïbes**, lancé en janvier 2014 et mis en œuvre par la Banque mondiale, appuie l'élaboration de matériel didactique, notamment sous la forme d'une plateforme sur Internet d'échange d'apprentissage et de connaissances et d'un logiciel de calcul et de modélisation des risques de glissements de

<sup>10</sup> <http://www.charim.net/>

<sup>11</sup> <http://charim-geonode.net/>

terrain. Au cours de la période visée par le rapport, MoSSaiC, la plateforme d'apprentissage en ligne de la communauté de praticiens, a été développée et est actuellement soumise à l'examen du service informatique de la Banque mondiale. Le développement du logiciel de modèle combiné d'hydrologie et de stabilité des talus (CHASM<sup>12</sup>), l'un des principaux outils d'apprentissage du stage de formation à MoSSaiC, s'est achevé en mai 2016 et est désormais disponible via le site Internet de CHASM. Le premier stage résidentiel de formation à MoSSaiC est programmé en juillet 2016 à Sainte-Lucie, avec des participants de la Dominique, de Grenade, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines. L'atelier abordera l'ensemble des aspects de la préparation et de l'exécution d'un programme MoSSaiC dans un pays à revenu faible des Caraïbes.

Le **projet de renforcement des investissements publics dans la PRC et l'ACC dans les Caraïbes orientales**, lancé en juillet 2012 et mis en œuvre par le PNUD, en coopération avec UNISDR et la Banque mondiale, s'est conclu en mai 2016. Le projet a apporté son soutien aux pays des Caraïbes orientales en relevant de manière systématique les pertes subies à l'issue de catastrophes naturelles en estimant les probabilités de risques futurs. Ces informations sont reprises pour renforcer les investissements publics dans la PRC. Les équipes du PNUD/de l'UNISDR et de la Banque mondiale ont travaillé avec des représentants du Gouvernement de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de la CEPALC (Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes) pour déterminer les spécifications techniques des profils de risque qui seront élaborées dans le cadre d'une autre source de financement.

## Volet 2 : Projets nationaux

### Belize

Le **projet du Cadre d'évaluation des aléas et des risques pour le Belize : Priorisation d'un plan d'investissement**, lancé en juin 2012 et mis en œuvre par la Banque mondiale avec le ministère

du développement économique, s'est conclu en juin 2016. Le projet est parvenu à faire progresser l'initiative de l'Infrastructure nationale des données spatiales, à mettre à jour les ensembles de données spatiales socioéconomiques et sur les catastrophes et à les remettre aux parties concernées du gouvernement, ainsi qu'à élaborer un manuel pour le processus d'évaluation multicritère. Une cérémonie de clôture a eu lieu en juin 2016 pour résumer les résultats du projet, remettre l'ensemble des données spatiales et des résultats d'analyse, présenter des visualisations de données sur la plateforme GeoNode du Belize<sup>13</sup>, en souligner les enseignements tirés et discuter de la possibilité de reproduire le processus d'évaluation multicritère dans la prise de décisions à travers différents secteurs. La Banque mondiale continue d'apporter de l'aide technique au ministère des Travaux publics, des Transports et à l'organisation nationale chargée de la gestion des situations d'urgence, afin de veiller à la durabilité et à l'amélioration des résultats liés aux évaluations multicritères en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des actifs de transport combinés.

### Dominique

Le projet de **Gestion des données spatiales et d'identification des écoles et des abris les plus vulnérables**, lancé en décembre 2012 et mis en œuvre par la Banque mondiale, vise à réduire la vulnérabilité de la Dominique aux impacts des aléas naturels et du changement climatique. Le projet a mis au point une plateforme de gestion des données sur les risques pour l'évaluation des risques et des dangers de catastrophes, appelée Dominode (portail d'accès libre aux données de la Dominique)<sup>14</sup> en collaboration avec le Bureau de la gestion des catastrophes, la division des collectivités locales, le ministère des Travaux publics et des Ports, ainsi qu'avec la contribution d'un bon nombre de ministères et d'organisations non gouvernementales. Le travail d'évaluation des abris s'est conclu en août 2015, tandis que la collecte et l'analyse des données sur les aléas se poursuivent toujours. Dans le cadre de

<sup>12</sup> <http://www.chasm.info/>

<sup>13</sup> <http://geoserver.bnsdi.gov.bz/>

<sup>14</sup> Voir [www.dominode.net](http://www.dominode.net).

cette assistance technique, le processus annuel d'évaluation des abris d'urgence en cas d'ouragans a été examiné et les procédures nationales d'évaluation des abris ont été améliorées.

### *République dominicaine*

Le **projet d'Identification des risques pour protéger les écoles en République dominicaine**, lancé en avril 2015 et mis en œuvre par la Banque mondiale en collaboration avec Plan International, Oxfam et Habitat for Humanity, se concentre sur le renforcement de l'évaluation des risques de catastrophe dans les écoles publiques en République dominicaine à l'aide de l'indice de sécurité des écoles.<sup>15</sup> Cet indice prend en compte les bâtiments (l'infrastructure matérielle) et les éléments non structurels des écoles. Le projet vise à généraliser un projet pilote existant financé par le programme ECHO de préparation aux catastrophes (DIPECHO) et à renforcer les capacités du gouvernement et du secteur universitaire à évaluer les risques de catastrophes et la gestion des informations en situation d'urgence. Les activités ont démarré en septembre 2015. Le projet renforce les capacités du ministère de l'Éducation à appliquer l'indice de sécurité des écoles, qui est actuellement appliqué dans 17 écoles et en cours d'adoption dans 31 autres. Par ailleurs, dans le cadre du projet, les critères existants des aléas pour les zones ciblées ont été revus et améliorés, et les délégués de la Commission nationale d'urgence ont été formés pour cartographier les infrastructures essentielles et utiliser des cartes des aléas afin de comprendre l'exposition de ces infrastructures à ces derniers.

### *Haïti*

Le **projet d'intégration de la gestion des risques de catastrophes et de renforcement des capacités en Haïti**, lancé en août 2012 et mis en œuvre par le PNUD, s'est conclu en décembre 2015. Le projet a établi en 2014 un tableau sectoriel et thématique pour la GRC : il s'agissait d'une plateforme pour favoriser le

## **Haiti - Une plateforme de GRC pour soutenir le dialogue parmi les ministères, la société civile, le secteur privé, et les partenaires techniques et financiers a été mise en place, renforçant ainsi le système national de GRC.**

dialogue entre les ministères, la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers, renforçant le système national de GRC. Par ailleurs, le projet a créé un environnement favorable en termes de partage des connaissances, des expériences et des enseignements tirés entre les différents secteurs gouvernementaux. Jusqu'à ce jour, la plateforme continue de jouer un rôle de premier plan dans le dialogue sur les enjeux prioritaires en Haïti (notamment pour comprendre les risques, pour leur gouvernance et pour leur atténuation). Le projet a permis d'apporter de l'assistance technique en vue de soutenir le processus de révision du plan national. En termes de suivi et d'évaluation, des discussions ont été engagées avec le ministère de la Planification en vue d'assurer le suivi d'indicateurs validés de résilience et de PRC dans les ministères sectoriels. Des travaux supplémentaires s'imposent en Haïti pour améliorer ces indicateurs de référence.

### *Jamaïque*

Le **projet de Renforcement de la GRC et de la résilience au changement climatique**, lancé en janvier 2015 et mis en œuvre par la Banque mondiale, vise à appuyer l'établissement d'une stratégie standardisée pour le gouvernement de la Jamaïque (GdJ) en matière de réinstallation préventive pour les zones à haut risque qu'il n'est pas possible d'atténuer, et de réinstallation à effectuer après le déclenchement d'une catastrophe. Parmi les activités spécifiques effectuées à ce jour, on compte la mise sur pied par le GdJ d'une équipe de base technique composée de représentants de 15 organismes gouvernementaux travaillant sur les questions de réinstallation en Jamaïque, pour qu'elle apporte du soutien et serve d'interlocuteur fournissant de l'expertise et des conseils à la

<sup>15</sup> Proposé à l'origine par l'UNICEF et adapté au contexte de l'Amérique centrale et des Caraïbes par un projet DIPECHO en Amérique centrale

stratégie et aux lignes directrices l'accompagnant. Il convient également de citer la préparation par la Banque mondiale d'examen institutionnels et juridiques concernant le processus de réinstallation en Jamaïque. Par ailleurs, en ce qui concerne l'établissement de la stratégie, le GdJ et la Banque mondiale ont convenu d'adopter une approche qui prévoit non seulement la réinstallation préventive mais aussi la réinstallation a posteriori, en proposant un champ d'action de la stratégie de réinstallation à court (3 ans), moyen (6 ans) et long termes (9 ans). L'équipe de base technique a commencé les préparatifs en vue d'organiser un atelier d'un jour portant sur la réinstallation liée à la GRC, qui devrait se dérouler au deuxième semestre 2016.

Des discussions ont également eu lieu pour définir la portée d'une analyse des risques de catastrophe liées aux infrastructures du secteur des transports et une proposition de travaux préliminaires a été établie. L'équipe de la Banque mondiale a collaboré étroitement avec des parties prenantes locales clés en vue de préparer la note de synthèse et les termes de référence correspondants, afin d'élaborer les lignes directrices pour la gestion du littoral et la restauration des plages. Des ateliers multipartites sont prévus pour la gestion du littoral, la stratégie de réinstallation et pour le secteur des transports entre le milieu et la fin de 2016.

### **Sainte-Lucie**

Le **projet-cadre d'évaluation des aléas et des risques de catastrophe - Préparation de la réduction de la vulnérabilité**, lancé en octobre 2012 et mis en œuvre par la Banque mondiale, a achevé ses activités en avril 2016. Le projet a dispensé des formations aux méthodes d'évaluation de la vulnérabilité des bâtiments à des ingénieurs, contremaîtres et étudiants ingénieurs en BTP et a réalisé une évaluation de la vulnérabilité des bâtiments résidentiels dans l'ensemble de l'île. Ces travaux sont en train d'être utilisés en vue d'identifier et de prioriser des travaux d'amélioration spécifiques à apporter aux logements retenus pour en renforcer la résilience, comprenant plus de 500 bâtiments relevés et géoréférencés. Il est possible que ceux-ci aient droit à des financements dans le

### **Ste Lucie**

# 500

**unités de logements géoréférencées pour la priorisation d'interventions d'améliorations structurelles spécifiques pour renforcer la résilience.**

cadre de la facilité de financement d'adaptation au changement climatique : il s'agit d'une ligne de crédit du projet de réduction de la vulnérabilité aux catastrophes à Sainte-Lucie, actuellement financé par la Banque mondiale. D'autre part, le projet a apporté son appui à une évaluation nationale des aléas d'inondations, devant servir à élaborer des lignes directrices et un plan de gestion intégrés des bassins versants. Le projet a également renforcé la capacité de divers ministères et organes du gouvernement de Sainte-Lucie dans des domaines tels que la modélisation des risques d'inondation. Une présentation aux parties prenantes des principales conclusions du projet a eu lieu fin avril 2016.

Le **projet Vision 2030 : Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques**, lancé en février 2016 et mis en œuvre par la Banque mondiale avec le ministère des Finances et le ministère des Infrastructures, vise à quantifier les risques de catastrophes pour les transports et les infrastructures publiques, en vue de mieux évaluer et de mieux comprendre les risques provenant d'aléas naturels et du changement climatique, d'améliorer la production et l'application d'informations sur les risques dans les politiques publiques et la planification des investissements, et d'en réduire les effets néfastes en adoptant une méthode de planification plus crédible et défendable dans des mesures de prévention des risques. Il s'agit pour cela d'établir un système de gestion des risques multi-aléas pour quantifier,

prioriser et réduire les risques actuels liés aux actifs. Le projet a été lancé lors d'un atelier de haut niveau à la fin mai 2016, pour sensibiliser les parties prenantes et lancer des activités de travaux techniques, comme le développement de la base de données principale, qui comprend l'établissement de l'inventaire des actifs et de la base de données SIG principale, la réalisation d'un état des lieux, et l'élaboration du plan et d'un système de gestion des actifs en vue de mettre sur pied un plan d'investissement destiné à réduire les risques et à renforcer la résilience.

Le **projet de mesure de l'impact des catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale** a été approuvé en juin 2016 en réponse à la demande de soutien du gouvernement à un meilleur ciblage des populations pauvres et socialement vulnérables dans le cadre de programmes complets de GRC et de protection sociale. Le projet, mis en œuvre par la Banque mondiale, aura pour but d'analyser l'impact des catastrophes naturelles sur la vulnérabilité sociale, en adoptant un cadre novateur qui comporte l'élaboration d'un module de GRC pour toutes les enquêtes nationales sur les ménages, l'établissement de sources de données non conventionnelles destinées à remplacer les données standard utilisées dans les modèles de pauvreté, et l'élaboration puis l'exécution d'une enquête sur la pauvreté à la fois innovante, rapide et d'un bon rapport coût-qualité. Les résultats et les données de l'assistance technique viendront éclairer les domaines stratégiques et institutionnels à réformer qui pourraient être inclus dans un prêt à l'appui de politiques de développement (DPL) de GRC de la Banque mondiale<sup>16</sup>, comportant l'option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes (Cat DDO)<sup>17</sup> en cours de préparation à Sainte-Lucie.

<sup>16</sup> Un DPL est un type d'opération financière de la Banque mondiale qui met des fonds à la disposition d'un gouvernement aux conditions suivantes : (i) le maintien d'un cadre de politique macroéconomique adéquat, déterminé par la Banque mondiale avec des contributions des évaluations du FMI ; (ii) la mise en œuvre satisfaisante du programme global de réformes ; et (iii) la réalisation d'une série d'actions stratégiques et institutionnelles critiques, appelées actions préalables, convenues entre la Banque mondiale et le gouvernement.

<sup>17</sup> Une Cat-DDO (option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes) est une ligne de crédit conditionnelle qui apporte

## Suriname

Le **projet de Gestion des risques d'inondation dans la région métropolitaine de Paramaribo**, lancé en avril 2016 et mis en œuvre par la Banque mondiale, vise à élaborer une évaluation stratégique des risques d'inondation dans le Grand Paramaribo en vue d'aider le Gouvernement du Suriname (GdS) à prioriser des investissements ciblés de prévention des risques d'inondation. En s'appuyant sur des études techniques et des enquêtes passées, le projet fournira une évaluation de référence des risques d'inondation à l'intérieur de la ville et dans l'arrière-pays environnant, en générant des outils d'analyse et des données pour améliorer la gestion des risques d'inondation et la prise de décision, qui à son tour permettra d'élaborer un programme d'interventions et de politiques stratégiques visant à remédier aux inondations récurrentes et aux impacts anticipés résultant du changement climatique. L'assistance technique améliorera l'utilisation et le partage actuels et futurs des données. En s'appuyant sur les informations nécessaires du GdS, elle permettra aussi d'élaborer un plan priorisé et ciblé d'investissements pour la prévention des risques d'inondation comportant un éventail de recommandations stratégiques, opérationnelles et techniques, permettant l'achat direct de services et de produits dès lors que leur rapport coût-avantage a été clairement démontré, et que l'analyse technique est d'un niveau suffisant pour définir les besoins. Le plan d'investissement mettra l'accent sur la réduction de l'impact des inondations récurrentes tout en tenant compte des aspects environnementaux et sociaux, de l'acquisition de terres et de la réinstallation involontaire.

## Belize, Grenade, Jamaïque et Sainte-Lucie

Le **projet DRFTA d'assistance technique au financement des risques de catastrophes des Caraïbes, qui comporte des projets nationaux au Belize, à la Grenade, à la Jamaïque et à Sainte-Lucie**, a été lancé en mai 2015 dans l'objectif d'en

---

des liquidités immédiates aux pays membres de la Banque mondiale aux lendemains d'une catastrophe naturelle. Elle fait partie du large éventail d'instruments de financement du risque dont la Banque mondiale dispose pour aider les pays à planifier des interventions efficaces suite à des catastrophes naturelles.





Inondation suite à des pluies torrentielles

# ZOOM SUR LE PROJET – BELIZE

## LES PARTIES PRENANTES S'ENGAGENT POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

**P**our le Belize, pays côtier de basse altitude, le changement climatique représente une menace socioéconomique croissante. Les populations et les entreprises sont exposées à des pertes importantes liées aux aléas climatiques, tels que les inondations, la sécheresse, l'intrusion d'eau salée et l'érosion côtière. Entre 1993 et 2012, on a estimé à 58 millions de dollars le montant des sinistres découlant des catastrophes, ce qui représente une perte annuelle moyenne d'environ 3,3 % du produit intérieur brut (PIB). Des inondations à répétition affectent la connectivité des routes et des réseaux de transport. Tous les secteurs de l'économie sont impactés, mais l'agriculture et les industries du tourisme, qui représentent plus de 50 % de l'économie nationale, sont particulièrement vulnérables.

En reconnaissance de ces besoins urgents, une subvention du programme de 1,15 million de dollars a contribué à l'élaboration du plan national d'investissement pour la résilience au changement climatique (NCRIP) afin d'identifier et de prioriser les investissements d'atténuation dans le pays. Le NCRIP, adopté par le Gouvernement du Belize en 2014, représente la première stratégie nationale globale du pays à prendre en compte la résilience au changement climatique. Un processus hautement participatif a permis de réunir un éventail de parties prenantes clés issues du privé et du public, aux côtés d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales (ONG), en vue d'établir le NCRIP. Celui-ci s'étend à l'ensemble des secteurs de l'économie et intègre des considérations socioéconomiques, telles que la vulnérabilité, la pauvreté et l'éducation. Ce plan prend en compte la résilience au changement climatique et la GRC dans tous les aspects de la planification du développement du pays, dans le but d'assurer une croissance durable à long terme dans tout le Belize.

Le NCRIP a identifié quatre régions prioritaires où les investissements dans le secteur des transports contribueront à réduire les pertes économiques et à assurer le maintien de la connectivité le long de couloirs

socialement importants. Il tire parti des enseignements issus du Programme pilote pour la résilience climatique (PPRC) du Fonds d'Investissement pour le climat (FIC) qui avait adopté une approche participative à l'élaboration de projets techniques et d'investissement. En voici les principaux éléments :

- ❖ **Transfert de données techniques et de connaissances :** La subvention de la GFDRR a contribué au recueil de données géospatiales et aux évaluations des risques. Il s'agit là d'un élément crucial pour mettre sur pied des investissements efficaces dans l'aménagement du territoire afin de renforcer les routes et les ponts essentiels du Belize.
- ❖ **Renforcement du réseau de transport :** En fonction des domaines prioritaires arrêtés par le NCRIP, plusieurs projets ont été identifiés afin de moderniser le réseau de transports du Belize sur le plan matériel, y compris en termes de drainage.
- ❖ **Une GRC complète :** Outre les besoins en infrastructures, le NCRIP a identifié les interventions sociales, environnementales, économiques et culturelles nécessaires en vue de renforcer la GRC, l'aménagement du territoire et la résilience au changement climatique, qui tous contribueront à mieux protéger les communautés vulnérables

Le NCRIP a identifié des besoins d'investissement à hauteur de 430 millions de dollars et a aidé le gouvernement à créer une base d'informations de référence pour un projet de la Banque mondiale de 30 millions de dollars qui vise à renforcer la résilience au changement climatique du réseau des transports. Par ailleurs, le gouvernement a depuis tiré parti du NCRIP pour éclairer les investissements provenant de bailleurs de fonds internationaux. Le Gouvernement du Belize a adopté le NCRIP dans son intégralité, ce qui s'est traduit, pour la première fois, par la prise en compte des impacts liés au changement climatique dans la planification des investissements du pays dans l'ensemble des secteurs et des ministères.

accroître la résilience financière en apportant du soutien aux ministères des Finances par le renforcement de leurs capacités techniques et institutionnelles en matière de financement des risques de catastrophes. Le projet est mis en œuvre par la Banque mondiale. Des rapports de diagnostic ont été établis pour chaque pays et présentent les constats préliminaires d'une analyse sur les revenus et les dépenses des interventions en situation d'urgence suite à une catastrophe et des travaux de reconstruction au cours des dix dernières années, les mécanismes de protection financière contre les catastrophes qui sont employés actuellement dans ces pays, ainsi qu'un tour d'horizon du marché privé de l'assurance dommages aux biens en ce qui concerne les catastrophes naturelles. Au cours des missions techniques qui ont eu lieu à la fin de 2015, les éléments de preuve recueillis à partir des rapports de diagnostic dans les quatre pays cibles ont été discutés avec le ministère des Finances concerné afin d'identifier les lacunes dans les connaissances. Tout au long de la première moitié de 2016, ces conversations ont soutenu les équipes nationales concernées du projet DRFTA et du ministère des Finances dans le but de réaliser une analyse approfondie de la gestion des finances publiques des catastrophes naturelles et des capacités du marché privé de l'assurance dommage aux biens en matière de catastrophes naturelles. Les équipes nationales vont achever l'analyse dans le pays d'ici l'automne 2016, et, à l'issue des discussions lors des réunions bilatérales et régionales du DRFTA qui se poursuivent, elles rédigeront un ensemble de recommandations destinées à finaliser la stratégie nationale de financement des risques de catastrophe, dont l'objectif essentiel est d'aider les gouvernements à mieux comprendre les engagements conditionnels liés aux catastrophes auxquels ils font face. Des profils de risques de catastrophes pour les pays ont également été réalisés en juin 2016 pour la Grenade, la Jamaïque et Sainte-Lucie, tandis que celui pour le Belize sera achevé d'ici novembre 2016.

## Volet 3 : Projets post-catastrophes, de renforcement des capacités et de relèvement

### Régional

Le **projet de renforcement des capacités d'évaluation des besoins post-catastrophe aux Caraïbes**, lancé en août 2013 et mis en œuvre par le PNUD, s'est conclu en mai 2016. Quatre formations ont été dispensées pour examiner les capacités en PDNA dans sept pays : Saint-Vincent-et-les Grenadines, la Barbade, la Dominique, la Grenade, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie et Antigua-et-Barbuda. Des participants nationaux ont également reçu des formations au PDNA et aux méthodologies associées dans quatre pays : Saint-Vincent-et-les Grenadines, la Barbade, Sainte-Lucie et Antigua-et-Barbuda.

### Dominique

Le programme a apporté son appui à une **évaluation rapide des dégâts subis par les infrastructures essentielles et de l'appui à la planification du relèvement** après le passage de la tempête tropicale Erika en août 2015. Voir la Section 3 pour obtenir de plus amples renseignements.

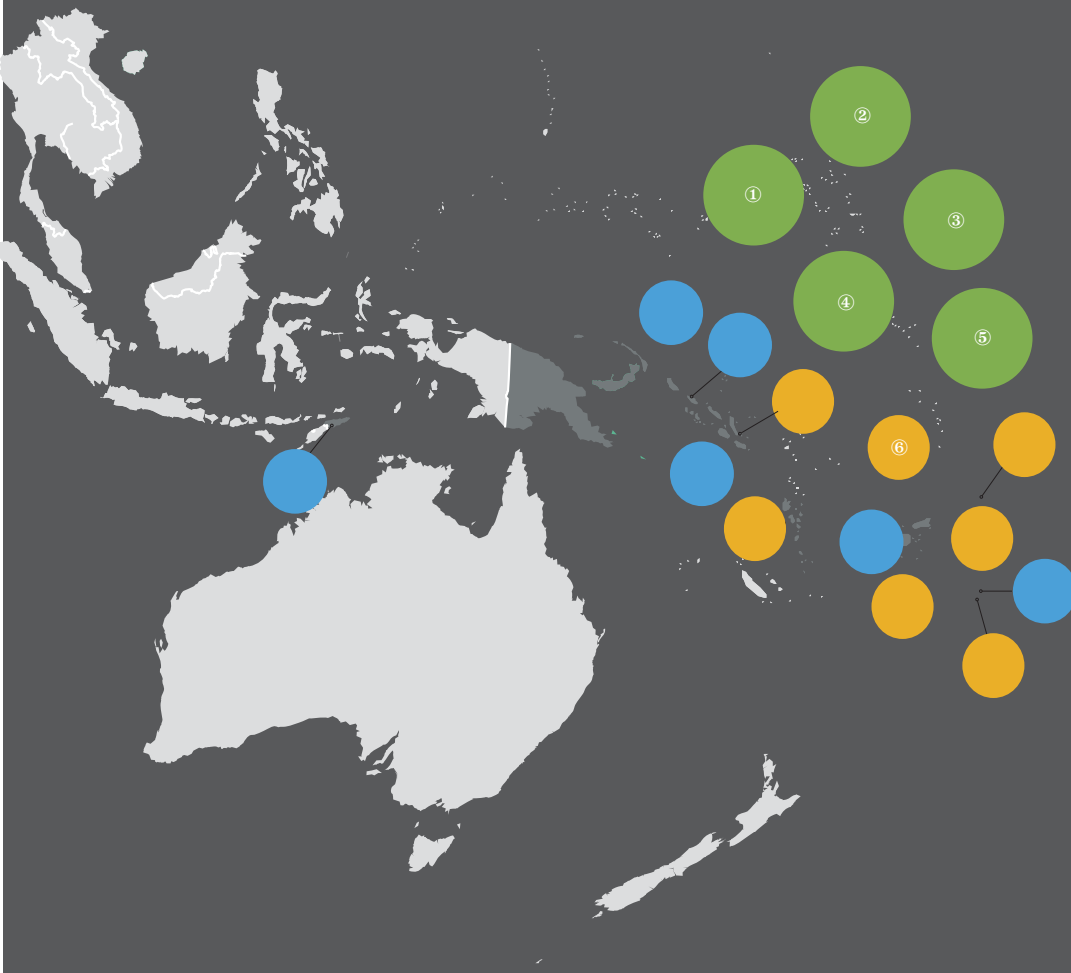
## Portefeuille opérationnel - PACIFIQUE

Nombre de projets au 30 juin 2016

	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Total
ACHEVÉS	1	-	5	6
EN COURS	2	4	2	8
À L'ÉTUDE	2	2	-	4
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>18</b>

## LE PROGRAMME DANS LE PACIFIQUE

18 Projets



### VOLET 1

#### PROJETS RÉGIONAUX ET SOUS-RÉGIONAUX

PCRAFI<sup>①</sup> – RENFORCER LA RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES<sup>②③</sup>  
 – FORUM COMPRENDRE LES RISQUES 2014 (LONDRES, R-U)<sup>④</sup> – RENFORCER LES MESURES DE PRC CIBLÉES<sup>⑤</sup>



### VOLET 2

#### PROJETS NATIONAUX

FIJI – ÎLES SOLOMON – TIMOR ORIENTAL – TONGA – VANUATU



### VOLET 3

#### ACTIVITÉS POST-CATASTROPHE ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

FIJI – SAMOA – ÎLES SOLOMON – TONGA – VANUATU – EVALUATION ÉCONOMIQUE DES CATASTROPHES DANS LES PACIFIQUE<sup>⑥</sup>

① Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique – Phase 3

②③ Fiji, Micronesia, Îles Marshall, Samoa, Îles Solomon, Tonga, Vanuatu

④ Attended by DRM Officials from the Caribbean & the Pacific

⑤ Îles Solomon Marshall, Micronesia, Palau

⑥ Renforcement des capacités en évaluation des besoins post-catastrophe du Secrétariat de la communauté du Pacifique

## 2.3 Programme ACP-UE NDRR dans le Pacifique

Dans la région Pacifique, le programme ACP-UE NDRR est composé d'un portefeuille de 18 projets (22 % du total), dont la valeur s'élève à 13,5 millions de dollars. Au 30 juin 2016, six sont achevés, huit sont en cours et quatre sont à l'étude.

Le programme appuie des activités relevant d'un large éventail de domaines de la GRC, y compris :

- \* Intégration de la GRC tant au niveau national que local (*îles Salomon, Vanuatu*) ;
- \* Collecte de données et partage des informations sur les risques (*programme régional de l'initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique, la PCRAFI*) ;
- \* Évaluation des risques sectoriels et renforcement de la résilience des communautés (*Timor-Leste*) ;
- \* Préparation aux catastrophes naturelles, plans d'urgence et systèmes d'alerte précoce (*îles Salomon, Vanuatu*) ;
- \* Évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA) et Évaluations des dommages et des pertes (*îles Salomon, Fidji, Samoa, Vanuatu*) ;
- \* Assistance technique au relèvement et à la (re-) construction résiliente (*Tonga*).

La section ci-dessous décrit l'état d'avancement des projets actifs au cours de la période visée par le rapport.

*Note : Les détails de chaque projet, y compris le titre, le budget, les partenaires d'exécution et l'état de mise en œuvre, figurent à l'Annexe 2.*

### Volet 1 : Projets régionaux

#### *Pays des îles du Pacifique*

L'**Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique (PCRAFI)** fournit aux pays des îles du Pacifique des outils de modélisation et d'évaluation des risques à la pointe de la

technologie, afin de renforcer leurs capacités de GRC. Lancé en août 2012 et mis en œuvre par la Banque mondiale et le Secrétariat de la communauté du Pacifique - Division Géosciences et Technologies Appliquées (SPC-SOPAC), le projet se compose de deux volets. Le premier vient à l'appui du **système d'information sur les risques de catastrophes du Pacifique (PACRIS)** : il s'agit d'une base de données qui comporte des informations détaillées et spécifiques aux pays en termes d'actifs, de population, d'aléas et de risques, et qui est mise en place comme emplacement GeoNode. L'équipe du projet a entrepris une mission technique auprès du secrétariat de la Communauté du Pacifique en juin 2016 afin d'élaborer des recommandations initiales et de préparer un atelier technique qui se tiendra en août 2016. Tout au long de 2015-2016, des formations ont été dispensées sur le système de PACRIS en ligne, en particulier à 21 fonctionnaires du Tonga en février 2016, et les premiers travaux de développement du système PACRIS hors ligne ont été lancés. Un atelier a également eu lieu au Samoa en mai 2016. Le deuxième volet vise à mettre au point une **Application pour l'estimation rapide des pertes de catastrophe** immédiatement après la survenance d'une catastrophe. En novembre 2015, l'outil d'estimation rapide des impacts a été présenté lors de la conférence qui s'est tenue à Suva sur le Système d'information géographique et de télédétection de 2015. Ce prototype est en train d'être transformé en logiciel professionnel qui produit les deux rapports et facilite la cartographie des dégâts estimés pour les utilisateurs non habitués au SIG. Le prototype a été fourni à des responsables des gouvernements du Tonga et de Samoa, en attendant le déploiement de l'outil final dans quatre autres pays (Vanuatu, Palaos, îles Cook et îles Salomon).

Le **projet d'Assistance technique programmatique au renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes**, qui porte sur sept pays insulaires du Pacifique,<sup>18</sup> a été lancé en octobre 2014 et est mis en œuvre par la Banque

<sup>18</sup> Les pays participants sont les États fédérés de Micronésie, les îles Fidji, la République des Îles Marshall, Samoa, les îles Salomon, le Tonga et le Vanuatu



L'ambassadeur de l'UE aux îles Salomon lors de l'inauguration du nouveau système résilient d'approvisionnement en eau à Naangu. Source : Banque mondiale.

mondiale. Les pays ont été choisis en fonction de leurs engagements à participer à un programme d'investissement régional : le programme de résilience du Pacifique (PREP), financé par la Banque mondiale, qui vise à renforcer et à moderniser les systèmes d'alerte précoce et de préparation aux catastrophes. Le projet appuie l'élaboration d'outils et de méthodologies destinés à accroître les capacités de ces pays à intégrer la GRC et l'ACC dans la conception d'investissements dans des infrastructures. Il vise également à réaliser une évaluation des besoins pour fournir des services d'alerte précoce multi-aléa de bout en bout et à élaborer un plan d'investissement pour la modernisation/consolidation de systèmes d'alerte précoce et de préparation aux catastrophes. Le projet a commencé par intégrer des activités dans le secteur des transports et les zones côtières en République des Îles Marshall et au Samoa. Une assistance technique a été fournie pour examiner l'évaluation de la vulnérabilité et la stratégie de résilience au changement climatique du réseau routier de Samoa. L'équipe du projet a préparé du matériel pour partager les enseignements tirés en vue de faciliter l'intégration de la résilience aux catastrophes et au changement climatique dans les projets futurs portant sur le secteur des transports dans la région du Pacifique. Le projet soutient également la préparation d'une *Évaluation rapide des aléas et des risques côtiers en République des îles Marshall* qui devrait avoir

lieu en juin 2017. Des avant-projets de rapports de pays et de plans d'investissement sur les systèmes d'alerte précoce ont été établis afin d'identifier les domaines et les besoins prioritaires en vue de renforcer les systèmes existants au Samoa, au Tonga, au Vanuatu et en République des îles Marshall. Ce projet comprend également un volet d'assistance technique à l'utilisation de plateformes et de capteurs sélectionnés de véhicules aériens sans pilote pour des cas essentiels de GRC dans la région, afin de contribuer à fournir une solution rentable et innovante d'acquisition de données sur la résilience.

### **Îles Marshall, Micronésie**

Le **projet de Cartographie de la vulnérabilité des communautés en République des Îles Marshall et dans les États fédérés de Micronésie**, décerné à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans le cadre du deuxième appel à propositions du Programme en décembre 2014, devrait être lancé au cours du second semestre 2016. Le retard des activités est dû à un réajustement de l'étendue des travaux attendus et aux négociations s'y rapportant entre l'OIM et la Banque mondiale. Le projet vise à améliorer la résilience des communautés sélectionnées aux risques de catastrophes et à les aider à s'adapter au changement climatique. L'équipe du projet a convenu de se concentrer sur la cartographie des risques, la collecte de données techniques et les consultations pertinentes, en vue de faciliter la conception d'un système d'alerte précoce régional/national efficace, ainsi que des balises de géolocalisation et des évaluations des bâtiments publics et des infrastructures publiques pour permettre des interventions rapides et des investissements futurs dans des efforts d'atténuation des risques. À la fin de la période visée par le rapport, le contrat avec l'OIM était sur le point d'être établi.

## **Volet 2 : Projets nationaux**

### **Îles Salomon**

Le projet de résilience des communautés aux risques de changement climatique et de

catastrophes naturelles aux îles Salomon (CRISP) est une initiative sur cinq ans qui a été lancée en avril 2014 par le Gouvernement des îles Salomon par l'intermédiaire du ministère de l'Environnement, du Changement climatique, de la GRC et de la Météorologie avec le soutien financier du Fonds du FEM pour les pays les moins avancés. Le projet porte sur les aléas naturels et sur les risques liés au changement climatique en renforçant les informations sur les risques climatiques et de catastrophes, le système d'alerte précoce et les investissements directs auprès des communautés dans les domaines de l'ACC et de la PRC. Le projet vise plus particulièrement à établir un réseau de surveillance volcanique et sismique, et à poser les bases d'un système national d'informations sur les risques qui sera essentiel pour évaluer les effets des catastrophes et du changement climatique pour la planification des secteurs et celle des investissements. Tout au long de 2015, le projet a appuyé la conception d'un cadre institutionnel destiné à renforcer les capacités du gouvernement à intégrer la GRC et l'ACC dans des opérations et des politiques aux niveaux national et provincial. Le plan national de gestion des risques de catastrophe a également été révisé pour l'aligner sur le cadre institutionnel de GRC. L'établissement du réseau de surveillance volcanique/sismique est dorénavant terminé, six sites sismiques ayant été identifiés. De plus, une mission d'échange Sud-Sud a eu lieu en septembre 2015, qui a associé des experts volcaniques et sismiques du Vanuatu. Enfin, le projet a permis aux membres de la communauté insulaire de Nanngu et aux ingénieurs du projet de mettre en œuvre conjointement un nouveau système complet d'approvisionnement en eau conçu pour résister aux aléas naturels. Depuis 1993, suite à la destruction du système d'approvisionnement en eau de l'île Nanngu par le cyclone tropical Nina, la communauté était tributaire de réservoirs d'eau de pluie insuffisants pour répondre à ses besoins. Le nouveau système a été lancé en octobre 2015, renforçant ainsi la résilience de Nanngu aux menaces posées par les catastrophes naturelles et le changement climatique. Cinq autres communautés soit ont déjà entamé, soit sont sur le

point de le faire, la mise en œuvre de microprojets d'eau en vue d'améliorer leur sécurité en eau.

Le **projet de gestion stratégique des risques d'inondation des îles Salomon** (au titre de l'Assistance technique programmatique de la Banque mondiale de Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique), mis en œuvre par la Banque mondiale, vise à aider le Gouvernement des îles Salomon à mieux comprendre les risques d'inondation urbaine et les options de prévention des risques d'inondation dans la capitale Honiara.<sup>19</sup> Ce projet sera facilité par l'élaboration d'une modélisation des inondations spécialement adaptée aux principaux réseaux hydrographiques du Grand Honiara afin d'éclairer et de renforcer les capacités d'aménagement du territoire de la ville, d'éclairer et de renforcer la planification des interventions d'urgence, et d'évaluer les options possibles d'atténuation des inondations. Les termes de référence pour l'étude des risques d'inondations d'Honiara ont été finalisés à l'issue de discussions avec les parties prenantes, et trente manifestations d'intérêt ont été évaluées. Une entreprise sera recrutée pour entreprendre ces travaux à la seconde moitié de l'année 2016.

### *Tonga*

Le **projet de renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes de reconstruction post-catastrophe**, lancé en mai 2015 et mis en œuvre par le Gouvernement du Tonga, vise à appuyer le projet financé par la Banque mondiale de reconstruction et de résilience au changement climatique suite au passage du cyclone Ian au Tonga. L'équipe du projet a apporté de l'assistance technique au ministère des Finances et de la Planification nationale pour entreprendre la reconstruction

<sup>19</sup> Le projet comportait à l'origine un plan directeur des inondations urbaines pour les zones inondées qui portait à la fois sur les îles Salomon et sur les Fidji. Il s'agissait là d'une sous-composante du projet régional de Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique. Toutefois, les îles Fidji ont fini par recevoir l'appui de l'Agence japonaise de coopération internationale. Ne concernant plus qu'un seul pays, cette activité a donc été réintégrée au titre du Volet 2

des maisons afin qu'elles puissent résister à des vitesses de vent d'au moins 250 km/h. L'équipe du projet a également fourni des services d'assistance technique au jour-le-jour pour les réparations et la modernisation des maisons et des installations communautaires, le renforcement des connaissances des artisans, des contremaîtres et des chefs des communautés, et des campagnes de sensibilisation du public au respect du code du bâtiment. Les termes de référence pour d'autres activités ont été finalisés et comprennent : (i) l'opérationnalisation et l'institutionnalisation de pratiques de relèvement et de reconstruction axés sur la résilience, et (ii) l'amélioration des capacités de cartographie et les évaluations des dégâts post-catastrophe. Le projet appuiera également l'examen des enseignements tirés des projets de reconstruction de logements suite à des catastrophes naturelles qui ont frappé le Tonga par le passé, dans le but d'élaborer une politique nationale de reconstruction de logements dans une démarche de relèvement axé sur la résilience. Il donnera lieu à la rédaction d'un résumé des enseignements tirés et à l'élaboration d'une politique gouvernementale qui en tient compte. Enfin, la mise à jour du code du bâtiment du Tonga sera également réalisée au cours de 2017.

### **Timor-Leste**

Voir la rubrique **Zoom sur le projet ci-dessous pour en savoir plus sur le projet de résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles au sein des communautés le long du couloir routier de liaison de Dili à Ainaro.**

### **Vanuatu**

Le **projet de renforcement de la résilience au changement climatique et aux aléas naturels**, lancé en août 2013 et mis en œuvre par le Gouvernement du Vanuatu et la Banque mondiale, vise à renforcer les institutions gérant les catastrophes, à accroître la résilience des communautés aux impacts de la variabilité et du changement climatiques et des aléas naturels sur la sécurité alimentaire et de l'eau. Le projet a enregistré plusieurs réalisations au cours de la période visée par le rapport, et notamment la

**Tonga – Une assistance technique a été fournie au ministère des Finances et de la Planification nationale pour entreprendre la reconstruction de logements qui puissent résister à des vents d'au moins**

**250** km/h de vitesse.

mise sur pied d'une formation à la GRC destinée à des fonctionnaires des provinces de Tafea et de Torba, ainsi que le rétablissement des liens de communication vers trois sites volcaniques suite aux dégâts sur les équipements causés par le cyclone tropical Pam en 2015. Huit voûtes sismiques sont en cours de construction (cinq étant achevées) et deux centres provinciaux de gestion des catastrophes ont été construits à Tanna et à Sola. D'autre part, la loi sur la gestion nationale des catastrophes a été révisée. Une autre réalisation clé du projet à ce jour porte sur la création d'une nouvelle unité de GRC et d'ACC au sein du Département de Météorologie et des Aléas Géologiques du Vanuatu (VMGD). Le projet a appuyé l'amélioration des dispositions en matière d'alerte précoce et de préparation par l'installation et le remplacement de divers équipements en vue de réhabiliter et d'accroître les capacités du réseau de surveillance du VMGD. Le projet a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2017 pour permettre suffisamment de temps à l'achèvement des activités prévues.

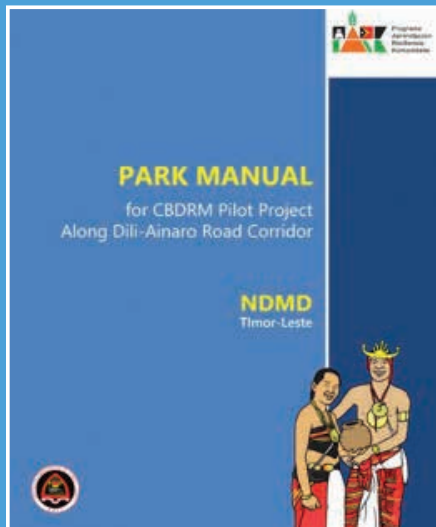
### **Volet 3 : Projets post-catastrophes, de renforcement des capacités et de relèvement**

#### **Fidji**

Le programme a appuyé une **évaluation des besoins post-catastrophe aux lendemains du passage du cyclone tropical Winston** en février

# ZOOM SUR LE PROJET – TIMOR LESTE

## RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUX CATASTROPHES DANS LES COMMUNAUTÉS SITUÉES LE LONG DU COULOIR ROUTIER DE DILI À AINARO



Le Timor-Leste est extrêmement exposé à toutes sortes d'aléas naturels, surtout liés à des risques météorologiques : mousson, sécheresses, crues soudaines, glissements de terrain, et vents dévastateurs. Reconnaisant la nécessité de se préparer aux catastrophes, le Gouvernement du Timor-Leste a créé la direction nationale de gestion des catastrophes (NDMD) pour gérer ces risques.

En 2014, avec l'appui du Programme ACP-UE NDRR et en collaboration avec la Banque mondiale, le PNUD et d'autres branches du gouvernement, la NDMD a commencé à mettre en application le **Projet de résilience au changement climatique et aux catastrophes dans les communautés situées le long du couloir routier de Dili à Ainaro et autres couloirs liés**, qui visait à accroître la capacité des communautés et des organisations au niveau local le long du couloir routier de Dili à Ainaro à réduire les impacts des catastrophes naturelles, et notamment des phénomènes récurrents de glissements de terrain et de crues. Sa première phase, soutenue par le Programme ACP-UE NDRR, a été achevée en décembre 2015.

Une évaluation des risques des aléas naturels a été effectuée dans le cadre du projet en vue de recueillir des données sur les crues, les glissements de terrain et les vents violents dans 49 municipalités (sucos) le long de la route de Dili à Ainaro. Des outils de modélisation des risques ont permis de déterminer la vulnérabilité de chaque suco et ont relevé ceux qui sont les plus à risque en cas de crues et de vents violents sur une période de récurrence de 100 ans. L'analyse de l'exposition réalisée dans les 49 sucos a estimé que le montant des risques de catastrophes naturelles pour les communautés, les biens et l'activité économique toutes catégories confondues s'élève à plus de 570 millions de dollars, les dommages dans les secteurs résidentiel et des transports représentant plus de 80 % de la valeur totale.

Le projet a également consolidé la capacité de la NDMD à faciliter le renforcement de la résilience communautaire par l'élaboration d'un guide de gestion des risques de catastrophe à base communautaire qui a été testé sur le terrain. Plusieurs manuels techniques ont été publiés, dont un sur les mesures d'atténuation en cas de glissements de terrain et de crues à appliquer au niveau municipal.

Ces travaux ont contribué à la signature d'un accord de subvention de 2,7 millions de dollars entre le Gouvernement du Timor-Leste et la Banque mondiale en février 2015, visant à financer la deuxième phase du projet. Les résultats des documents d'Assistance technique soutenus par le Programme ACP-UE NDRR seront utilisés pour aider la NDMD à concevoir et à mettre en œuvre des projets de gestion des risques de catastrophe à base communautaire au cours de cette deuxième phase. Des plans de GRC spécifiques à chaque municipalité seront élaborés en consultation avec les communautés locales pour identifier les besoins spécifiques, portant sur les bâtiments ou non, pour renforcer leur résilience et leur capacité à faire face à des catastrophes



2016. Voir la Section 3 sur les Interventions post-catastrophe pour de plus amples renseignements.

### **Tonga**

Le projet d'assistance technique pour la planification du relèvement et de la reconstruction après le passage du cyclone tropical Ian, lancé en mars 2014 et mis en œuvre par la Banque mondiale, apporte son assistance au Gouvernement du Tonga dans les domaines suivants : (i) la promotion et la supervision de meilleures méthodes de reconstruction après le passage du cyclone Ian au Tonga en 2014, et (ii) l'élaboration d'une politique de reconstruction

des logements (HRP) sur l'île de Haapai ainsi que d'une stratégie à l'appui de la planification du relèvement et de la reconstruction par le gouvernement. À la fin de la période visée par le rapport, la politique de reconstruction des logements en était au stade de l'ébauche finale et avait été présentée au gouvernement pour en obtenir l'approbation. Une enquête sur les dommages et auprès des ménages a été réalisée, qui a permis de dresser la liste des bénéficiaires d'une aide au logement, qui a été approuvée par le groupe de travail du projet en mai 2016. Des formations ont été dispensées dans le cadre des deux activités susvisées.



© Lucidwaters | Dreamstime.com - Tsunami Evacuation Route In Rarotonga Cook Islands

3

# Interventions post-catastrophe

En s'appuyant sur la *Déclaration tripartite conjointe sur les évaluations de post-crise et la planification du relèvement* signée par l'UE, la Banque mondiale et les Nations Unies en 2008 qui vise à mobiliser les partenaires et leurs ressources afin d'harmoniser et de mieux coordonner les cadres d'intervention post-crise, le Programme ACP-UE NDRR a appuyé les pays ACP à réaliser 19 évaluations post-catastrophe conjointement avec l'UE et les Nations Unies depuis 2011

Au cours de la période visée par le rapport, **trois évaluations post-catastrophe** (Volet 3) au total ont été effectuées à la suite de tempêtes tropicales qui ont frappé la **Dominique** (août 2015), les **Fidji** (février 2016) et les **Seychelles** (avril 2016). Par ailleurs, un projet à l'échelle des pays ACP a été approuvé à l'appui du déploiement d'un guide du cadre du relèvement, pour aider le personnel des organisations internationales ou régionales ainsi que les fonctionnaires dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

## Dominique - Évaluation rapide des dégâts et des besoins

Le 27 août 2015, la tempête tropicale Erika a frappé la Dominique, entraînant des précipitations phénoménales d'une extrême intensité. Le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique (GdD) a effectué une évaluation rapide des dégâts et des besoins en septembre 2015 pour estimer l'ampleur et l'étendue des dégâts causés par la tempête tropicale Erika, avec l'appui de partenaires du développement et le cofinancement du programme ACP-UE NDRR. L'objectif de l'évaluation était d'apporter au GdD une base quantitative sur laquelle concevoir et reposer une stratégie globale de reconstruction et de financement.

Sur une population totale de 72 340 personnes, 11 décès ont été confirmés, 22 personnes ont été portées

disparues, 574 se sont retrouvées sans-abri et 713 ont été évacuées. Ainsi au total, environ 7 229 individus ont été touchés par cette catastrophe dans les zones déclarées sinistrées. D'après une évaluation initiale des impacts sur chaque secteur touché, la tempête tropicale Erika a entraîné des dégâts et des pertes dont le montant total s'élève à 483 millions de dollars (1,3 milliard d'EC), soit l'équivalent d'environ 90 % du PIB de la Dominique. La majorité des dommages ont été subis dans le secteur des transports (60 %), suivis par le secteur du logement (11 %) et le secteur de l'agriculture (10 %). Le rapport de l'évaluation rapide des dégâts et des besoins peut être consulté en ligne à [goo.gl/OVm28F](http://goo.gl/OVm28F).

## Relèvement et effet de levier

Le GdD a organisé une conférence des partenaires de développement le 16 novembre 2015 à Roseau pour présenter les résultats et les

## Le Programme ACP-UE NDRR a appuyé les pays ACP à réaliser

**19** évaluations post-catastrophe conjointement avec l'UE et les Nations Unies depuis 2011.

recommandations énoncés dans l'évaluation rapide des dégâts et des besoins. Des représentants de gouvernements étrangers, d'organisations régionales et internationales ont assisté à la conférence (par ex. d'Australie, du Canada, du Japon, du Mexique, du Venezuela, de la Banque de développement des Caraïbes, de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale, de l'UE, du DFID, de la Banque mondiale, etc.). Beaucoup de ces organisations et de ces pays ont exprimé leur soutien à la reconstruction des infrastructures endommagées par le biais de leurs projets en cours et certains se sont engagés à un soutien spécifique.

La Banque mondiale continue de collaborer avec le GdD dans des domaines prioritaires, notamment par la fourniture d'assistance technique en matière de soutien en ingénierie et de gestion d'actifs. En plus de cela, le GdD a demandé à la Banque mondiale un financement supplémentaire pour le projet de Réduction de la vulnérabilité en cas de catastrophe, et des discussions sont actuellement en cours à ce sujet.

## Fidji - Évaluation des besoins post-catastrophe suite au passage du cyclone tropical Winston

Le 20 février 2016, le s'est développé dans le bassin du Pacifique Sud pour devenir un cyclone de catégorie 5 lorsqu'il a frappé les îles Fidji, tuant 44 personnes et laissant derrière lui un sillage de destruction dans une grande partie de l'archipel. Il s'agit du cyclone le plus puissant à avoir jamais été enregistré dans l'hémisphère Sud.

Aux lendemains de la catastrophe, le Gouvernement des îles Fidji (GdF) a réalisé un PDNA complet entre le 29 mars et le 10 mai 2016 avec le soutien de la Banque mondiale, de l'UE, des Nations Unies, de la Banque asiatique de développement (BAD) et d'autres partenaires de développement. Ce PDNA a permis au gouvernement d'évaluer les dommages et leur impact suite au passage du cyclone. Le programme ACP-UE NDRR a appuyé le PDNA par un cofinancement important. Le rapport a souligné que les dégâts subis par les secteurs du logement et de l'agriculture étaient graves, et que des

Fidji

\$ **1.38**

**milliard de dollars des effets du cyclone tropical Winston**

dégâts importants avaient été subis au niveau des bâtiments publics et des infrastructures de transport, d'électricité et de communication. Près de 500 écoles et 130 000 maisons ont été endommagées ou détruites, affectant quelque 15 % de la population totale de Fidji. Au total, les effets de la catastrophe ont été estimés à 1,38 milliard de dollars, soit près de 31 % du PIB de Fidji. Parmi ces dégâts, on comptait 600 millions de dollars de destruction de biens corporels, et 700 millions de dollars de perturbation de la production de biens et de services. Le PDNA final sera publié en août 2016 et pourra être consulté à partir du site du programme. Il s'agit du deuxième PDNA financé au titre du programme ACP-UE NDRR à être effectué aux Fidji, le premier datant du début de 2013 après le passage du cyclone tropical Evan.

### **Relèvement et effet de levier**

Le PDNA réalisé aux Fidji a servi de base à l'établissement du Cadre de Relèvement après une Catastrophe. Le financement obtenu dans le cadre du programme ACP-UE NDRR a contribué à l'élaboration du cadre du relèvement après la catastrophe du cyclone Winston. Ce cadre vise à stipuler une vision et des principes directeurs pour un relèvement à moyen terme au cours des deux prochaines années (de mi-2016 à mi-2018). En raison de la longue durée des efforts de relèvement et de reconstruction, au-delà de deux ans les travaux de relèvement seront intégrés dans le plan de développement national de Fidji. Le gouvernement donnera son approbation au cadre de relèvement en septembre 2016 et celui-ci pourra être consulté en ligne.



Ecole primaire touchée par une coulée de boue pendant l'Ouragan Tomas à Soufriere, Sinte Lucie.  
Source: GFDRR

À la demande du GdF, la Banque mondiale a monté une *Opération de politique de développement d'urgence suite au passage du cyclone Winston aux Fidji*. Il s'agit d'un prêt à l'appui de politiques de développement (DPL) autonome de 50 millions de dollars, qui a été approuvé le 30 juin 2016 et vient à l'appui de deux objectifs du gouvernement aux lendemains du cyclone.

Lors de l'élaboration du DPL pour Fidji, la Banque mondiale a travaillé en étroite collaboration avec d'autres partenaires de développement tels que la BAD, qui a apporté le même niveau de financement au moyen d'un prêt d'aide d'urgence, en utilisant des critères compatibles à ceux de l'opération proposée par la Banque mondiale.

## **Seychelles – Évaluation rapide des dégâts et des besoins et appui à la planification du relèvement après le passage du cyclone tropical Fantala**

Le cyclone tropical Fantala, l'une des pires tempêtes à avoir jamais frappé le sud-ouest de

l'océan Indien, est passé à deux reprises sur le groupe Farquhar des Seychelles entre le 17 et le 19 avril 2016, causant des dégâts considérables qui ont touché la quasi-totalité des bâtiments privés et publics, notamment par la destruction d'importantes installations de dessalement, tout en ayant de lourds impacts sur les infrastructures des gardes-côtes. Le Gouvernement des Seychelles (GdS) a demandé un appui afin de réaliser une évaluation rapide des dégâts, conjointement avec des partenaires de développement. L'évaluation a eu lieu entre le 9 et le 16 mai 2016, avec le financement du programme ACP-UE NDRR, avec les objectifs suivants : (i) aider les autorités à évaluer les effets de Fantala sur l'archipel de Farquhar ; (ii) soutenir l'élaboration d'un plan/cadre de relèvement, y compris de ses coûts ; (iii) dispenser des formations aux fonctionnaires des autorités nationales et locales à la méthodologie du PDNA et au Cadre du relèvement après une catastrophe ; et (iv) aider les autorités dans l'élaboration d'une stratégie de financement pour la réhabilitation de l'archipel de Farquhar.

## Seychelles

**7.5 millions - montant estimé des dommages et pertes suite au Cyclone Tropical Fantala.**

Les constats de l'évaluation ont été présentés au ministère des Finances des Seychelles, avec des options d'une éventuelle assistance financière de la part de la Banque mondiale. Le montant des dégâts et des pertes est estimé à 7,5 millions de dollars et celui des besoins à 8,3 millions de dollars. Les discussions ont porté sur la possibilité d'un prêt à l'appui de politiques de développement (DPL) accompagné d'une Cat-DDO (option de retrait différé pour les risques liés aux catastrophes) qui est déjà en place aux Seychelles et que le GdS peut déclencher en vue d'obtenir des liquidités immédiates après une déclaration d'état d'urgence faisant suite à une catastrophe. Il était prévu que le rapport d'évaluation final soit publié en juillet 2016.

Il s'agit de la deuxième évaluation de post-catastrophe recevant un appui au titre du programme aux Seychelles, la première ayant été réalisée après la tempête tropicale Felleng au début 2013.

### Tous ACP : Déploiement du guide du cadre de relèvement dans les pays ACP

Le programme a appuyé le déploiement d'un Guide du Cadre de relèvement après une catastrophe (DRF) dans l'ensemble des pays ACP, au travers d'un programme de renforcement des capacités visant des organisations internationales ou régionales ainsi que des responsables

gouvernementaux dans les pays ACP. Le projet finance ou cofinance trois différents types d'activités de renforcement des capacités, décrites ci-après.

- i. Formations régionales des formateurs et des personnes-ressources :** Cette activité vise à développer les capacités régionales des pays ACP à l'établissement de DRF et comporte en outre quatre formations de formateurs au niveau régional. Ces formations régionales se tiendront, s'il y a lieu, en partenariat avec des CER ou d'autres entités régionales compétentes dans les régions des pays ACP, en coordination avec les initiatives déjà en cours. Deux formations des formateurs régionales ont été organisées par la GFDRR en collaboration avec les Nations Unies et l'UE pour les pays membres de la CEDEAO et de l'IGAD, la première en mars 2016 et la deuxième en juin 2016.
- ii. Programmes de développement des capacités au niveau national :** Cette activité vise à aider les pays ACP qui affichent un vif intérêt et un engagement ferme à un relèvement axé sur la résilience. Une formation DRF a eu lieu en janvier 2016 en Ouganda, et en avril 2016 en Côte d'Ivoire, bénéficiant à 110 participants environ issus à la fois du secteur gouvernemental et du secteur non gouvernemental.
- iii. Module d'apprentissage en ligne pour le Guide DRF :** Celui-ci accompagnera le matériel de formation du Guide DRF au moyen d'un outil en ligne d'accès public et facile d'utilisation. Les termes de référence pour la conception du module d'apprentissage en ligne ont été convenus avec le PNUD. Des discussions sont en cours entre la GFDRR et le PNUD pour veiller à harmoniser le contenu et le format des modules d'apprentissage en ligne de DRF et du PDNA, ces derniers étant élaborés sous la direction du PNUD. Ces deux modules seront téléchargés sur une plateforme en ligne commune, accessible au public.



Tanzanie - Membres de la communauté Tandale avec leurs cartographies d'inondations, juillet 2015. Source: Banque mondiale.

4

# Renforcement de la coordination régionale de la GRC en Afrique

Le groupe des ACP et l'UE ont établi le programme de **Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne**<sup>20</sup>, appelé « *Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles en Afrique subsaharienne* », dont l'objectif global est de **renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne aux impacts des catastrophes naturelles**. Sont compris les impacts potentiels du changement climatique afin de réduire la pauvreté et de promouvoir le développement durable.

Pour atteindre cet objectif, cinq Résultats ont été identifiés, mis en œuvre par plusieurs partenaires, dont la BAfD, la CUA, l'UNISDR et la Banque mondiale/GFDRR. Il s'agit des résultats suivants :

- R1:** Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophe. Mis en œuvre par la CUA et l'UNISDR;
- R2:** Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de la PRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. Mis en œuvre par la GFDRR;
- R3:** Les capacités de base des Centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services de météo et du climat des agences de prévention des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. Mis en œuvre par la BAfD;
- R4:** Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques

futurs. Mis en œuvre par l'UNISDR;

- R5:** Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socio-économiques budgétaires et financiers des catastrophes. Mis en œuvre par la GFDRR.

Les partenaires de mise en œuvre travaillent en étroite coordination, facilitée par un Comité de pilotage du programme qui se réunit deux fois par an et est présidé par la CUA.

## 4.1 À propos du Résultat 2

Le Résultat 2, baptisé aussi plus simplement « R2 », est l'un des deux résultats gérés par la Banque mondiale/GFDRR (le deuxième étant le Résultat 5). L'**objectif spécifique** du Résultat 2 est de **renforcer et d'accélérer la mise en œuvre efficace d'un cadre africain complet de PRC et de GRC au niveau régional**. Il s'aide des moyens suivants :

1. renforcer les capacités de coordination des CER,
2. et de les soutenir dans le développement de capacités en matière de planification et de conseil politique afin de leur permettre d'appuyer leurs États membres et les programmes régionaux et sous-régionaux de GRC.

Cet objectif est atteint en apportant un soutien ciblé aux CER africaines pour qu'elles renforcent leurs capacités afin d'améliorer la coordination, la planification, le conseil politique et la diffusion des connaissances dans le but de faire progresser le programme régional de GRC et de mieux soutenir leurs États membres respectifs à prendre des décisions éclairées en matière de renforcement de leur résilience aux catastrophes.

Les activités engagées au titre du R2 respectent et soutiennent l'approche stratégique formulée dans le Programme d'action de la CUA, les stratégies de PRC des CER et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (SFDRR)

<sup>20</sup> Financé dans le cadre du 10e Fonds européen de développement



2015-2030 . Elles sont mises en œuvre par le biais d'une contribution supplémentaire au Programme ACP-UE. Cette contribution supplémentaire vise les quatre principales CER et leurs partenaires clés, notamment des universités et des centres de recherche, des autorités de bassins fluviaux ou des organisations techniques d'Afrique. Les quatre CER participantes sont les suivantes :

- \* **CEEAC** : la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, basée à Libreville au Gabon ([www.ceeac-eccas.org](http://www.ceeac-eccas.org)) ;
- \* **CEDEAO** : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, basée à Abuja au Nigeria ([www.ecowas.int](http://www.ecowas.int)) ;
- \* **IGAD** : l'Autorité intergouvernementale pour le développement (pour l'Afrique de l'est) basée à Djibouti ([www.igad.int](http://www.igad.int)) ; et
- \* **SADC** : la Communauté de développement de l'Afrique australe, basée à Gaborone au Botswana ([www.sadc.int](http://www.sadc.int)).

C'est par une participation régionale complète que les CER, les États africains, les décideurs et les communautés de pratique participants seront en mesure de tirer parti de l'expertise, des connaissances techniques et des bonnes pratiques opérationnelles supplémentaires qu'apportent des parties prenantes d'horizons variés. Le programme R2 vise également à fournir une plateforme de plaidoyer, à améliorer la coopération et le travail en réseau entre des établissements techniques mondiaux, régionaux et nationaux, à tirer parti du rayon de sensibilisation accru apporté par les parties prenantes et, au bout du compte, à profiter aux plans de développement nationaux et à améliorer les capacités régionales dans le domaine des évaluations des besoins post-catastrophe et de cadres de relèvement.

Les sections ci-dessous décrivent dans leurs grandes lignes des réalisations des CER qui ont été possibles grâce au soutien du programme R2. Un rapport d'activité consacré exclusivement au programme R2 est disponible séparément.

## 4.2 Activités communes

Le lancement officiel du **programme ACP-UE de Renforcement de la résilience aux aléas naturels en Afrique subsaharienne** a eu lieu en marge de la Troisième Conférence internationale sur le financement du développement à **Addis-Abeba le 14 juillet 2015**. Le Comité de coordination technique des partenaires d'exécution a tenu sa première réunion à Yaoundé, au Cameroun, le 20 juillet, à la veille de la **7<sup>e</sup> session du GTA sur la PRC** dirigée par la CUA et organisée du 21 au 23 juillet par le ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation du Cameroun, avec l'appui de la CEEAC et de l'UNISDR. Ces rencontres ont été l'occasion de renforcer la coordination entre les partenaires du programme, l'UE et d'autres parties prenantes concernées par la PRC en Afrique.

En marge de la **Conférence Comprendre les risques et finances en Afrique** à Addis-Abeba (qui a eu lieu du 17 au 20 novembre 2015), organisée dans le cadre de l'initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (Résultat 5, géré lui aussi par la Banque mondiale/GFDRR), deux réunions ont eu lieu avec les quatre CER : (i) la cérémonie de signature de l'**Accord de subvention de l'IGAD** au titre du R2 par le secrétaire exécutif de l'IGAD, le directeur principal de la Banque mondiale et en la présence de la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine (*voir Annexe 1*) ; et (ii) une **réunion des CER africaines** visant à faire le point sur les avancements de chacun des projets et l'occasion pour la GFDRR de présenter un outil de partage des connaissances hébergé sur la plateforme de l'UE Capacité pour le développement (CAP4DEV). Le lancement de la plateforme d'**échange de connaissances régionales de PRC ACP-UE** a été officiellement annoncé en juin 2016 et celle-ci est maintenant opérationnelle. Elle comporte un site web et un forum de discussion adapté aux six organisations sous-régionales des pays ACP, comprenant l'ensemble des CER africaines ainsi que la CDEMA (région des Caraïbes) et le SPC (région du Pacifique).

**La première réunion du Comité de pilotage du programme de renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne** a eu lieu à Addis-Abeba le 18 février 2016 pour faire le point sur l'avancement des activités au titre des différents Résultats, définir les mécanismes d'établissement de rapports à adopter (y compris de suivi et d'évaluation), faciliter la coordination, la cohérence et l'uniformité des plans de travail et approuver la stratégie de visibilité et de communication du programme. Elle a été suivie par la **8<sup>e</sup> Session du GTA sur la PRC** les 16-17 février 2016 à laquelle ont participé les CER, la CUA ainsi que divers États et partenaires. Les partenaires du Programme R2, également membres du GTA, ont présenté le Programme R2 (y compris le plan de travail 2016) et ont avisé les partenaires des activités prévues, ce qui a contribué à renforcer la coordination.

### 4.3 Faits saillants des réalisations de l'exercice 2016 par les CER

La **CEEAC** a organisé un forum de haut niveau avec la création du **Réseau parlementaire pour la résilience aux catastrophes en Afrique centrale** en octobre 2015 à Kinshasa, RD Congo. Y faisant suite, la deuxième **Conférence ministérielle d'Afrique centrale pour la gestion des risques de catastrophes**, qui elle aussi s'est tenue à Kinshasa, a établi et publié *La Déclaration de Kinshasa à la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique centrale*. La conférence a validé le **Plan d'action révisé de la stratégie régionale de PRC/ACC de l'Afrique centrale actualisé à la lumière du SFDRR 2015-2030**, faisant de la CEEAC la première CER à aligner son plan d'action sur le SFDRR. Pour finir, la CEEAC a **créé une nouvelle unité de PRC** au sein de la Direction de l'intégration physique, économique et monétaire en avril 2016.

La **CEDEAO** a consulté en novembre 2015 ses États membres et ses parties prenantes régionales à Lomé, au Togo, au sujet du **Plan d'action de PRC de la CEDEAO 2015-2030** en vue

de l'aligner sur le SFDRR. Des parties prenantes régionales, et notamment des organisations des bassins fluviaux, et les États membres ont discuté de la nécessité de doter la région d'Afrique de l'Ouest d'une **stratégie régionale de gestion des inondations** ainsi que des impacts transfrontaliers des inondations. Par ailleurs, **l'accord de subvention pour les activités mises en œuvre par la CEDEAO a été finalisé** en juin 2016, ce qui a permis à la CEDEAO de recruter une équipe de chargés de programme se concentrant sur (i) les politiques régionales de PRC, (ii) les stratégies régionales de gestion des inondations et (iii) la coordination de la mise en œuvre du programme.

L'**IGAD** a signé avec la Banque mondiale un accord de subvention lors du lancement le 18 novembre 2015 à Addis-Abeba en Éthiopie du **programme R2 de l'IGAD de renforcement de la résilience aux catastrophes par le biais du projet de gestion des risques et d'adaptation au changement climatique**. La cérémonie de signature a eu lieu pendant le *Forum Comprendre les risques et finances en Afrique* qui a été organisé dans le cadre de l'initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (Résultat 5, géré lui aussi par la Banque mondiale/GFDRR).

La **SADC** a établi un **programme de travail complet pour 2016 et 2017** à l'appui d'un réseau de parlementaires régionaux sur la PRC. Celui-ci concentrera ses actions sur la coordination des interventions au phénomène El Niño en Afrique australe, et l'avancement d'un programme régional d'appui à la planification du relèvement.

Au 30 juin 2016, le programme R2 a **dispensé des formations ou a invité à une conférence 187 personnes au total**, dont 27 femmes et 33 représentants d'ONG.

**Pour en savoir plus, veuillez vous reporter au programme de renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne : Rapport d'activité du Résultat 2 pour 2014-16.**





5

**Annexes**

## Annexe 1 - Communication et visibilité

### Publications et rapports



#### Rapport d'activité du programme ACP-UE NDRR (2014-2015)

Publié en mars 2016, le rapport d'activité fait un tour d'horizon de la manière dont le programme continue de transposer à plus grande échelle son appui aux pays ACP sujets à des catastrophes naturelles par l'assistance technique, le renforcement des capacités et le partage des connaissances. Il présente dans les grandes lignes l'avancement de la mise en œuvre et des réalisations du programme par région, ainsi que des interventions post-catastrophe, tout en s'arrêtant sur les faits saillants des réalisations et des enseignements tirés de projets dans les îles de l'océan Indien, à la Dominique et au Vanuatu. Le rapport précise comment, au terme de quatre années de mise en œuvre, le programme a développé un portefeuille de grande envergure qui profite à plus de quarante pays en Afrique, aux Caraïbes et du Pacifique. Lien vers le rapport : [goo.gl/xkQCfB](http://goo.gl/xkQCfB) (EN) et [goo.gl/G72PtK](http://goo.gl/G72PtK) (FR).



#### Rapport annuel de la GFDRR 2015

Le rapport compare les progrès et les résultats réalisés par rapport au plan de travail de la GFDRR entre juillet 2014 et juin 2015, et il met en évidence les travaux concernant le programme ACP-UE NDRR, présentés à la page 64.

Au cours de l'année visée par le rapport, la GFDRR a contribué à plus de 60 publications, fiches techniques, témoignages de réussite et infographies de premier ordre. Lien vers le rapport annuel : [goo.gl/I28EWx](http://goo.gl/I28EWx).

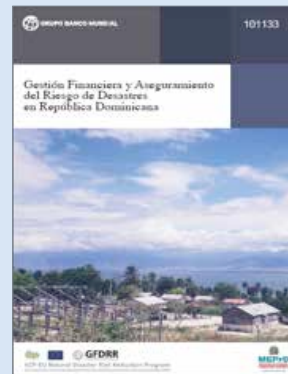


#### Évaluation des besoins post-catastrophe du Cap-Vert (PDNA)

Le PDNA, réalisé avec l'appui du programme ACP-UE

NDRR, est disponible dans sa version anglaise à [goo.gl/RHuaSw](http://goo.gl/RHuaSw) et dans sa version portugaise à [goo.gl/VXlflk](http://goo.gl/VXlflk).

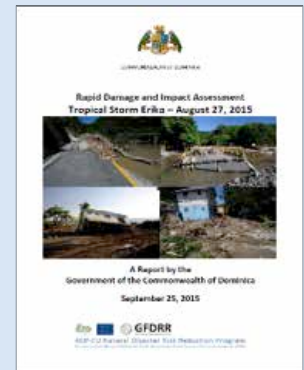
Suite aux constats du PDNA, le Gouvernement du Cap-Vert va adopter une approche de prévention des risques et à dimension sociale pour aider à accroître la résilience des communautés sinistrées aux chocs futurs.



#### Financement et assurance contre le risque de catastrophe naturelle en république dominicaine

Une étude sur l'état des lieux et les possibilités de financement et d'assurance contre le risque de catastrophe naturelle en République dominicaine a été publiée en novembre dernier au titre du projet d'Intégration de la GRC et de l'ACC dans les investissements publics, l'aménagement du territoire et les finances publiques, financé par le programme ACP-UE NDRR. Préparée en partenariat avec le ministère de l'Économie, de la planification et du développement, cette

publication analyse l'impact budgétaire et économique des catastrophes naturelles dans le pays en s'appuyant principalement sur des informations historiques. Cette étude posera les fondements à l'élaboration d'une stratégie nationale de financement des risques de catastrophe. Lien vers le rapport : [goo.gl/y9MOLk](http://goo.gl/y9MOLk) (disponible en espagnol seulement).



#### Évaluation rapide des dégâts et des besoins après la tempête tropicale Erika en Dominique

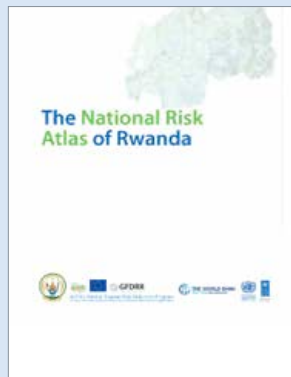
Le rapport de l'évaluation rapide des dégâts et des besoins est disponible pour être consulté en ligne et téléchargé à l'adresse [goo.gl/OVm28F](http://goo.gl/OVm28F). Afin d'orienter les efforts de prévention des risques de catastrophes, le rapport relève la nécessité de mettre à niveau les systèmes de gestion des données hydrométéorologiques afin de disposer à tout moment d'informations météorologiques vitales. L'ensemble de données fiables qui en résultent

sont essentielles à la planification et à la conception d'investissements qui sont résilients aux impacts des catastrophes et au changement climatique. Il est tout particulièrement important de disposer de données exactes sur les catastrophes, afin d'intégrer efficacement les risques d'inondations et de glissements de terrain dans les plans d'urbanisme, dans les normes de conception des infrastructures et dans les règlements de construction.



**Brochure : Centre technique sous-régional pour la gestion des risques de catastrophes, la durabilité et la résilience urbaine en Afrique australe (DiMSUR)**  
La création de DiMSUR, cofinancé par le programme ACP-UE NDRR, a été facilitée par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) en coopération avec UNISDR, avec l'appui de la Direction générale de la Commission européenne à l'aide humanitaire et à la protection civile (ECHO). DiMSUR apporte de l'assistance technique et facilite la diffusion des connaissances et de bonnes pratiques à ses pays membres, les Comores, Madagascar, le Malawi et le Mozambique, en accord avec

le cadre de Sendai pour la PRC, la CUA, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Commission de l'océan Indien (COI), en vue de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles et à d'autres aléas. Lien vers a brochure : [goo.gl/4A9WfQ](http://goo.gl/4A9WfQ).



**Atlas national des risques du Rwanda**  
Le profil complet des risques du Rwanda peut être consulté en ligne et téléchargé à [goo.gl/8Avxwu](http://goo.gl/8Avxwu).

L'atlas des risques montre comment le Rwanda est sujet à un certain nombre d'aléas naturels, et se concentre sur les cinq plus grands : sécheresse, glissement de terrain, inondation, tremblement de terre et tempêtes. Il met en évidence les différents niveaux de vulnérabilité et d'exposition par rapport à ces aléas partout au Rwanda, tout en soulignant les principales recommandations d'atténuation visant à réduire les risques.

## Récits d'impacts

**Récits d'impacts : la série de sensibilisation de la GFDRR qui met en évidence les réalisations en matière d'initiatives de GRC, a présenté cette année trois récits financés par le programme ACP-UE NDRR.**



**Les parties prenantes s'engagent pour renforcer la résilience au changement climatique au Belize**  
Face à l'incidence croissante des catastrophes liées au changement climatique, le Gouvernement du Belize s'efforce d'améliorer sa capacité de résilience aux aléas naturels en changeant l'approche du pays vis-à-vis du développement économique et social. Un processus hautement participatif a réuni un éventail de parties prenantes en vue de créer un plan national d'investissement qui recoupe tous les secteurs de l'économie et qui tient compte de considérations socioéconomiques, telles que la vulnérabilité, la pauvreté et l'éducation. La subvention de 1,15 million de dollars de la GFDRR et du programme ACP-UE NDRR a contribué à l'élaboration du plan national

d'investissement pour la résilience au changement climatique (NCRIP) du Belize afin de relever et de prioriser les investissements d'atténuation dans le pays. Le NCRIP est la première stratégie nationale exhaustive du Belize à s'attaquer à la résilience au changement climatique. Lien vers le récit d'impacts du Belize : [goo.gl/T6dWH2](http://goo.gl/T6dWH2), dont la traduction en français est disponible sur le site [gfdr.org/acp-eu](http://gfdr.org/acp-eu).



**Identifier les risques et orienter les efforts de relèvement au Malawi**  
En janvier 2015, le Malawi a connu parmi les inondations les plus dévastatrices de toute son histoire. Aux lendemains de la catastrophe, le Gouvernement du Malawi a réalisé un PDNA avec l'appui de l'UE, de la GFDRR et de la Banque mondiale. Les constats de l'évaluation ont éclairé le financement de 80 millions de dollars accordé par la Banque mondiale visant à aider à rétablir les moyens de subsistance agricoles, à reconstruire les infrastructures publiques essentielles, à renforcer la sécurité alimentaire et à améliorer la capacité d'intervention et de relèvement après la

catastrophe. Lien vers le récit d'impacts du Malawi : [goo.gl/hCgeWQ](http://goo.gl/hCgeWQ), dont la traduction en français est disponible sur le site [gfdr.org/acp-eu](http://gfdr.org/acp-eu).

**Soutenir le relèvement axé sur la résilience au Vanuatu après le cyclone Pam**

Du 10 au 14 mars 2015, Pam a frappé 22 des 83 îles de l'archipel du Vanuatu, lui valant l'appellation de



cyclone tropical de catégorie 5, le plus fort à avoir jamais été enregistré dans le Pacifique Sud.

La GFDRR et la Banque mondiale ont rapidement mobilisé des moyens, avec l'appui du Programme ACP-UE NDRR, pour venir à l'appui du gouvernement à entreprendre une évaluation de l'impact des dégâts, aux côtés d'autres partenaires

de développement. Ces constats sont venus étayer un plan national robuste de Renforcement économique et du relèvement, préparé par le gouvernement et achevé en mai 2015. Lien vers le récit d'impacts du Vanuatu : [goo.gl/3J1VZ9](http://goo.gl/3J1VZ9), dont la traduction en français est disponible sur le site [gfdr.org/acp-eu](http://gfdr.org/acp-eu).

## Vidéos



**Documentaire sur l'atlas des risques du Rwanda**

Suite au lancement de l'Atlas national des risques du Rwanda (voir ci-dessus) en septembre 2015 grâce à l'appui du programme ACP-UE NDRR, un documentaire vidéo a depuis été produit en soulignant les principaux résultats de l'évaluation.

Lien vers la vidéo : [goo.gl/eAfr1o](http://goo.gl/eAfr1o).



**Signature de l'Accord de subvention de l'IGAD à la Conférence Comprendre les risques et finances d'Addis-Abeba**

La cérémonie de signature de l'Accord de subvention pour le projet IGAD R2 a eu lieu le 18 novembre 2015 en marge de la Conférence Comprendre les risques et finances. L'Accord de subvention été officiellement signé par le Secrétaire exécutif de l'IGAD, le Directeur principal de la Banque mondiale et en présence de la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine.

Lien vers la vidéo de la cérémonie de signature : [goo.gl/YVl7H7](http://goo.gl/YVl7H7).

Les principales activités à recevoir le soutien du projet R2 de l'IGAD comprendront les composantes en gestion des inondations, l'agriculture résiliente à la sécheresse, la préparation aux catastrophes naturelles et leur financement. Celui-ci sera pris en charge par une unité d'exécution du projet basée au Centre de prédiction et d'application climatique à Nairobi, au Kenya

Des représentants de la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine, de l'IGAD et de la Banque mondiale lors de la cérémonie de signature de l'accord de subvention. Source : Banque mondiale, novembre 2015.

## Annexe 2 – Portefeuille de projets et résumé des engagements

Situation au 30 juin 2016. Nombre total de projets: 82

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
<b>AFRIQUE</b>									
1	Région	Formation aux outils et à la méthodologie d'évaluation des risques (Understanding Risk 2012)	Volet 1	1	BM	263 284	Mai '12	Juill. '13	Achevé
2	Région	Cinquième Plate-forme régionale africaine pour la prévention des risques de catastrophes	Volet 1	2	BM	124 022	Avr. '14	Juin '14	Achevé
3	Membres de la CEEAC	Élaboration de mesures de prévention des risques, de préparation et d'interventions à des risques de catastrophe en Afrique centrale	Volet 1	2	BM, CEEAC	300 000	Nov. '14	Juin '16	En cours
4	Membres de l'IGAD	Programme régional de résilience aux catastrophes et de durabilité de la Corne de l'Afrique de l'IGAD	Volet 1	2	BM, IGAD	990 000	Sep '13	Août '16	En cours
5	Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Tanzanie	Initiative de financement et d'établissement du profil des risques de catastrophes des îles de l'océan Indien	Volet 1	1, 2, 3, 4	BM, COI, les ministères des Finances et le département de la Gestion des catastrophes	1 300 000	Avr. '14	Avr. '17	En cours
6	Djibouti, Éthiopie, Kenya, Ouganda et Somalie	RCMRD - Projet de cartographie Open Data de la Corne de l'Afrique : Renforcer la résilience par le partage de données pour reconstruire la région	Volet 1	1	BM, RCMRD, Croix-Rouge du Kenya	290 000	Oct. '12	Juin '15	Achevé
7	Région (CER)	Préparation de la collaboration avec des organisations régionales en Afrique dans le cadre du Programme ACP-UE	Volet 1	2	BM, CEEAC, CEDEAO, IGAD, SADC, BAfD, CUA	500 000	Oct. '14	Juin '17	En cours
8	Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad	Sahel : Programme national et régional de résilience et d'interventions en cas de catastrophes	Volet 1	1, 2, 3	BM, ACMAD, AGRHYMET (CILSS)	420 000	Juin '14	Juin '17	En cours
9	Comores, Madagascar, Malawi, Mozambique	Soutien à l'établissement d'un Centre technique pour la prévention des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique	Volet 1	2	ONU-HABITAT, COSEP, BNGRC et CPGU	900 000	Nov. '12	Déc '15	Achevé

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
<b>AFRIQUE (cont.)</b>									
10	Burundi	Préparation à des inondations et des glissements de terrain pour améliorer la résilience des communautés	Volet 2	1, 2, 3	BM	744 000	Déc '14	Juill. '17	En cours
11	RD Congo	Renforcement des services hydrométéorologiques et climatologiques	Volet 2	1, 2, 3	BM	3 000 000	Juin '16	Déc '19	À l'étude
12	Éthiopie	Renforcement des capacités de prévention des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique des woreda	Volet 2	1, 2	BM, Cordaid	750 000	Juill. '15	Juin '17	En cours
13	Gambie	Évaluation nationale des risques de catastrophes et renforcement de l'Agence nationale de gestion des catastrophes	Volet 2	1, 2, 3, 4	BM	660 000	Août '12	Juin '15	Achevé
14	Lesotho	Analyse des risques relatifs au climat et à l'eau et systèmes de gestion de l'information et d'alerte précoce	Volet 2	1, 3	BM, PAM	1 000 000	Fév. '13	Sep '16	En cours
15	Liberia	Renforcement de la gestion des risques de catastrophes au Liberia	Volet 2	1, 2, 3	PAM	544 500	Sep '12	Juin '16	Clôturé
16	Mozambique	Promotion de l'intégration de la prévention des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique dans les plans de développement des districts et la gestion des risques à base communautaire	Volet 2	2, 3	BM, World Vision	575 300	Sep '15	Juin '18	En cours
17	Niger	Prévention des risques de catastrophes à base communautaire au Niger	Volet 2	1, 2, 3	Oxfam UK, Niger	930 000	Août '12	Juin '16	En cours
18	Niger	Approche multi-aléas au système d'alerte précoce en mettant l'accent sur la gestion des risques d'inondations	Volet 2	2, 3	BM	300 000	Avr. '15	Juin '17	En cours
19	Nigeria	Renforcement des capacités pour la gestion des risques de catastrophes	Volet 2	1, 2, 5	BM	850 000	Oct. '15	Juin '17	En cours
20	Rwanda	Établissement de profils complets de risques de catastrophes pour améliorer la gestion des catastrophes au Rwanda	Volet 2	1	PNUD	691 000	Oct. '12	Avr. '16	Achevé



N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
<b>AFRIQUE (cont.)</b>									
21	Sierra Leone	Soutien à la PRC à base communautaire en Sierra Leone	Volet 2	1, 2, 3	BM	700 000	Oct. '12	Juin '17	En cours
22	Tanzanie	Renforcement des capacités communautaires pour les interventions de PRC dans les régions sujettes à la sécheresse à travers les enfants	Volet 2	2, 3	BM, UNICEF	793 000	Août '12	Oct. '15	Clôturé
23	Tanzanie	Renforcement de la résilience climatique dans le secteur de l'eau de la Tanzanie	Volet 2	1, 2	BM	400 000	Mai '14	Sep '16	En cours
24	Togo	Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres	Volet 2	2, 3	Gouvernement du Togo	3 000 000	Nov. '12	Juin '17	En cours
25	Ouganda	Évaluation des risques et plan d'action de résilience	Volet 2	1, 2	BM	650 000	Avr. '15	Déc '17	En cours
26	Zimbabwe	Intégration de la prévention des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique dans la planification du développement local au Zimbabwe grâce à l'Initiative du bassin du fleuve Zambèze	Volet 2	1, 2, 3	BM, Croix-Rouge danoise	499 850	Sep '15	Juin '18	En cours
27	Burundi	Mission d'évaluation rapide axée sur la gestion des risques d'inondation	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	75 000	Mars '14	Déc '15	Achévé
28	Cap-Vert	PDNA suite à l'éruption volcanique au Cap Vert de 2014-2015	Volet 3	5	BM	80 000	Avr. '15	Août '15	Achévé
29	Cameroun	Évaluation d'urgence des inondations et planification de réhabilitation	Volet 3	5	BM	71 338	Nov. '12	Mars '13	Achévé
30	Comores	Renforcement des capacités pour l'évaluation des inondations et la planification du relèvement	Volet 3	5	BM	104 313	Sep. '12	Juin '13	Achévé
31	Côte d'Ivoire	Formation à l'Évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) en Côte d'Ivoire	Volet 3	5	BM	84 000	Nov. '15	Déc. '16	En cours
32	Djibouti	Évaluation des besoins post-désastre après la sécheresse	Volet 3	5	BM, UE, ONU	119 982	Sep. '11	Oct. '12	Achévé
33	Éthiopie	Renforcement des capacités en matière d'évaluation des besoins post-désastre	Volet 3	5	BM, UE, ONU	46 682	Juin. '12	Mars '13	Achévé
34	Kenya	Évaluation des besoins post-désastre (PDNA) - Sécheresse	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	201 233	Avr. '12	Jan. '13	Achévé

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
<b>AFRIQUE (cont.)</b>									
35	Malawi	Évaluation des besoins post-catastrophe suite aux inondations au Malawi	Volet 3	5	BM, UE, ONU	370 000	Fév. '15	Juill. '16	En cours
36	Mozambique	Mission d'évaluation rapide au Mozambique axée sur la gestion des risques d'inondation	Volet 3	2, 3, 5	BM, UE, ONU	100 000	Mars '15	Juin '15	Achévé
37	Nigeria	Évaluation de l'impact des inondations et renforcement des capacités pour la préparation aux catastrophes	Volet 3	5	BM	97 897	Fév. '12	Juin '12	Achévé
38	Nigeria	Évaluation des besoins suite aux inondations de 2012 au Nigeria	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	255 000	Nov. '12	Juin '13	Achévé
39	Seychelles	Seychelles : Évaluation de l'impact des inondations et planification du relèvement	Volet 3	5	BM	73 792	Mars '13	Déc. '13	Achévé
40	Seychelles	Évaluation rapide des dégâts du cyclone tropical Fantala aux Seychelles en 2016	Volet 3	5	BM	74 772	Mai '16	Mars '17	En cours
<b>CARAÏBES</b>									
41	Membres de la CDEMA	Soutien et participation à la 6e Conférence des Caraïbes sur la gestion globale des catastrophes	Volet 1	2, 3	BM	102 000	Nov. '11	Mars '13	Achévé
42	Belize, Sainte-Lucie, Grenade, Dominique, SVG	Programme d'information sur les risques dans les Caraïbes au soutien de l'intégration de stratégies de GRC dans des secteurs critiques	Volet 1	1	BM	1 340 000	Nov. '12	Juin '16	En cours
43	Région	Renforcement des investissements publics dans la prévention des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique dans la région orientale	Volet 1	1, 2	PNUD, OECO	707 600	Juill. '12	Mai '16	Achévé
44	Belize, Sainte-Lucie, Grenade, Dominique, Jamaïque, SVG	Communauté de praticiens des Caraïbes Mossaic	Volet 1	2	BM, OECO, SSDF, CICR	550 000	Fév. '14	Fév. '17	En cours
45	Belize	Cadre d'évaluation des risques et des aléas pour le Belize : Priorisation d'un plan d'investissement	Volet 2	1, 2	BM	1 150 000	Juin '12	Juin '16	En cours
46	Belize	Assistance technique au financement des risques de catastrophes au Belize	Volet 2	4	BM	233 000	Avr. '15	Mars '17	En cours

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
<b>CARAÏBES (cont.)</b>									
47	Dominique	Gestion des données spatiales et identification des écoles et abris les plus vulnérables en Dominique	Volet 2	1, 2	BM	722 000	Déc. '12	Juin '17	En cours
48	République dominicaine	Intégration de la GRC et de l'adaptation au changement climatique dans les investissements publics, l'aménagement du territoire et les finances publiques en République dominicaine.	Volet 2	1, 2, 4	BM	600 000	Juill. '12	Juin '15	Achévé
49	République dominicaine	Détermination des risques pour la protection des écoles en République dominicaine	Volet 2	1	BM, Plan DR, Oxfam DR, Habitat	638 574	Avr. '15	Mars '17	En cours
50	Grenade	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à la Grenade	Volet 2	4	BM	233 000	Avr. '15	Mars '17	En cours
51	Guyana	Renforcement des systèmes d'information et de sensibilisation à l'adaptation des terres côtières du Guyana	Volet 2	1, 2	BM	250 000	Juin '12	Juin '14	Achévé
52	Haïti	Intégration de la gestion des risques de catastrophe et programme de renforcement des capacités en Haïti	Volet 2	2	BM, PNUD	1 000 000	Août '12	Déc. '15	Achévé
53	Jamaïque	Renforcement de la gestion des risques de catastrophes et de la résilience climatique dans le processus de planification du développement de la Jamaïque	Volet 2	1, 2	BM, Gouvernement de la Jamaïque	860 000	Jan. '15	Mars '17	En cours
54	Jamaïque	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à la Jamaïque	Volet 2	4	BM	233 000	Mars '12	Avr. '16	En cours
55	Sainte-Lucie	Cadre d'évaluation des risques de catastrophes et des aléas à Sainte-Lucie : Préparation de la réduction de la vulnérabilité	Volet 2	1, 2	BM	300 000	Oct. '12	Avr. '16	Achévé
56	Sainte-Lucie	Assistance technique au financement des risques de catastrophes à Sainte-Lucie	Volet 2	4	BM	233 000	Mars '14	Déc. '17	En cours
57	Sainte-Lucie	Réduction mesurable des risques de catastrophes spécifiques aux infrastructures publiques à Sainte-Lucie	Volet 2	2	BM	1 300 000	Fév. '16	Jan. '19	En cours

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
<b>CARAÏBES (cont.)</b>									
58	Sainte-Lucie	Mesurer l'impact de catastrophes sur la pauvreté et la vulnérabilité sociale à Sainte-Lucie	Volet 2	3, 5	BM	175 000	Oct. '16	Déc. '18	À l'étude
59	Surinam	Suriname - Programme de gestion des risques d'inondations dans le Grand Paramaribo	Volet 2	1, 2	BM	350 000	Avr. '16	Sep. '17	En cours
60	Dominique	Dominique : Évaluation rapide des dégâts subis par les infrastructures essentielles et appui à la planification du relèvement	Volet 3	5	BM	150 000	Sep. '15	Mars. '16	En cours
61	Sainte-Lucie	Évaluation des dommages et des pertes suite aux inondations de décembre 2013 à Sainte-Lucie	Volet 3	5	BM	50 000	Mars '14	Déc. '14	Achevé
62	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Inondations et glissements de terrain en 2013 à Saint-Vincent-et-les Grenadines	Volet 3	5	BM, BDC	50 000	Jan. '14	Déc. '14	Achevé
63	Région	Renforcement des capacités en matière d'évaluation des besoins post-catastrophe dans les Caraïbes	Volet 3	5	BM, PNUD	372 750	Jan. '13	Mai. '16	Achevé
<b>PACIFIQUE</b>									
64	Îles du Pacifique/Pays des Caraïbes	Renforcement des capacités d'évaluation des risques de catastrophe et renforcement communautaire - Forum Understanding Risk	Volet 1	1, 5	BM	200 000	Mars '14	Déc. '14	Achevé
65	Région	Initiative pour l'évaluation et le financement des risques de catastrophes naturelles dans les îles du Pacifique - Phase 3 (PCRAFI-3)	Volet 1	1, 4, 5	SPC-SOPAC	1 404 250	Août '12	Déc. '16	En cours
66	Région	Assistance technique programmatique : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique	Volet 1	1, 2, 3	WB, ministères des Finances, SPC, SPREP	1 000 000	Oct. '14	Juin '17	En cours

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
<b>PACIFIQUE (cont.)</b>									
67	Région	UAV4 Résilience - Utilisation de véhicules aériens sans pilote pour les évaluations de catastrophes dans les îles du Pacifique (au titre du projet d'Assistance technique programmatisque : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique)	Volet 1	1	BM	500 000	Jan. '17	Déc. '18	À l'étude
68	Îles Marshall, Micronésie, Palaos	Renforcement des mesures ciblées de prévention des risques de catastrophes en Micronésie	Volet 1	2	OIM, BM	660 000	Fév. '17	Fév. '19	À l'étude
69	Fidji	Assistance technique programmatisque : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique - Gestion des risques d'inondations aux Fidji	Volet 2	5	BM	200 000			À l'étude
70	Îles Salomon	Projet de résilience de la communauté aux risques de changement climatique et de catastrophes naturelles (CRISP)	Volet 2	1, 2, 3	BM, Gouvernement des îles Salomon	2 000 000	Avr. '14	Oct. '18	En cours
71	Îles Salomon	Assistance technique programmatisque : Renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes dans le Pacifique - Gestion des risques d'inondations aux îles Salomon	Volet 2	1, 2, 3	BM	500 000	Fév. '17	Fév. '19	En cours
72	Timor-Leste	Résilience au changement climatique et aux catastrophes dans les communautés situées le long du couloir routier de Dili à Ainaro	Volet 2	1, 2	BM, Gouvernement du Timor-Leste	990 000	Juin '13	Juin '15	Achévé
73	Tonga	Projet de reconstruction et de résilience au changement climatique après le passage du cyclone Ian au Tonga	Volet 2	5	Gouvernement du Tonga	2 000 000	Mai '15	Déc. '18	En cours
74	Vanuatu	Renforcement de la résilience au changement climatique et aux aléas naturels au Vanuatu	Volet 2	1, 2, 3	BM, Gouvernement du Vanuatu	3 000 000	Août '13	Déc. '17	En cours
75	Fidji	Évaluation des besoins post-catastrophe de Fidji (PDNA) pour le cyclone Evan de 2012	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	103 330	Fév. '13	Août '13	Achévé
76	Samoa	PDNA pour Samoa PDNA suite au cyclone Evan de 2012	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	104 624	Jan. '13	Avr. '14	Achévé

N°	Pays	Titre	Volet d'action	Piliers de la GFDRR	Partenaires	Montant financé (USD)	Date de début	Date de fin	État
<b>PACIFIQUE (cont.)</b>									
77	Îles Salomon	Évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) suite aux inondations dans les îles Salomon d'avril 2014	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	143 600	Mai '14	Déc. '14	Achevé
78	Tonga	Assistance technique de planification du relèvement et de la reconstruction après le cyclone tropical Ian	Volet 3	5	BM, PNUD, Croix-Rouge, BAD, AusAid, New Zealand Aid - Ministère des Infrastructures	98 000	Mars '14	Avr. '16	En cours
79	Vanuatu	Évaluation rapide des besoins post-catastrophe suite au passage du cyclone tropical Pam	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	160 700	Avr. '15	Juin '15	Achevé
80	Îles du Pacifique	Évaluation économique des catastrophes dans le Pacifique	Volet 3	5	BM	714 210	Nov. '12	Juin '17	À l'étude
81	Fidji	PDNA aux Fidji après le cyclone Winston de 2016	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	216 000	Mars '16	Déc. '16	En cours
<b>TOUS LES PAYS ACP (GLOBAL)</b>									
82	ACP	Déploiement du guide du cadre de relèvement en Afrique, aux Caraïbes et dans le Pacifique	Volet 3	5	BM, UE, PNUD	890 000	Mars '16	Déc. '17	En cours

**\*Piliers d'action de la GFDRR**

Pilier 1 : Identification des risques

Pilier 2 : Prévention des risques

Pilier 3 : Préparation

Pilier 4 : Protection financière

Pilier 5 : Relèvement axé sur la résilience

# LES PARTENAIRES AU PROGRAMME ACP-UE DE PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AUX CATASTROPHES

## Groupe des Etats ACP

Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) est une organisation créée par l'accord de Georgetown en 1975. Il est composé de 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires de l'accord de Cotonou (appelé « Accord de partenariat ACP-CE »), qui les lie à l'Union européenne. Parmi les principaux objectifs du groupe ACP figure le développement durable de ses États membres et leur intégration dans l'économie mondiale. À cet égard, dès 2004, le groupe ACP a fait œuvre de pionnier en agissant dans le domaine de la prévention des catastrophes et de la résilience, en appelant l'Union européenne à accorder son attention à la nécessité d'abandonner sa démarche jusque-là étroite des interventions humanitaires, pour privilégier une démarche de prévention dans sa globalité et de gestion des risques de catastrophes naturelles à l'appui du développement durable. Ce programme de gestion des risques de catastrophes naturelles fait partie de la coopération de longue date qui existe entre le Groupe des ACP et l'UE et qui réunit des instances sœurs d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour agir sur la résilience aux catastrophes et au changement climatique. Celles-ci, aux côtés de partenaires spécialisés tels que la GFDRR, s'attaquent aux vulnérabilités des pays ACP à des chocs exogènes en adoptant des mesures intégrées à l'adaptation au changement climatique, à la protection de l'environnement et à la gestion des risques.

Pour plus d'informations :  
[www.acp.int](http://www.acp.int)

## Union Européenne

L'Union européenne (UE) est le principal bailleur de fonds d'aide au développement et du financement climatique. L'UE est pleinement engagée à appuyer la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 et des objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes. L'UE se trouve au premier plan de l'agenda international en matière de résilience, en apportant son appui aux pays en développement pour qu'ils se préparent à des catastrophes, y résistent et s'en relèvent. Ces efforts découlent de la stratégie de l'UE pour la prévention des risques de catastrophes (2011), du Plan d'action sur la résilience dans les pays sujets aux crises (2013) et du Plan d'action sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030 (2016). Ces deux plans mettent en commun les ressources humanitaires et de développement afin de mettre en œuvre des initiatives phares telles que AGIR (Alliance mondiale pour la résilience dans le Sahel), SHARE (Aide à résilience de la corne de l'Afrique), AMCC+ (Alliance mondiale contre le changement climatique plus) ou DIPECHO. En outre, par sa coopération avec le groupe des ACP, l'UE a inscrit au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés, ayant engagé plus de 320 millions d'euros pour la période 2008-2013, y compris son appui à la GFDRR.

Pour plus d'informations :  
[www.europa.eu](http://www.europa.eu)  
[www.gcca.eu](http://www.gcca.eu)  
[https://ec.europa.eu/europeaid/sectors/environment/climate-change-disaster-risk-reduction-and-desertification/disaster-risk\\_en](https://ec.europa.eu/europeaid/sectors/environment/climate-change-disaster-risk-reduction-and-desertification/disaster-risk_en)

## Facilité Mondiale pour la Prévention des Risques de Catastrophes et le Relèvement

La Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à mieux comprendre leurs vulnérabilités aux aléas naturels et à les réduire, et à s'adapter au changement climatique. Travaillant avec plus de 400 partenaires locaux, nationaux, régionaux et internationaux, la GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques. Gérée par la Banque mondiale ([www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)), la GFDRR reçoit l'appui de 34 pays et de dix organisations internationales.

Pour plus d'informations :  
[www.gfdr.org](http://www.gfdr.org)



Tanzanie - Projet Ramani Huria avec plus de 150 étudiants universitaires à l'université de Dar es Salaam en août 2015. Source: Banque mondiale

## Programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles

Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR)

Banque mondiale - Bureau de Bruxelles  
17, av. Marnix - B-1000 Bruxelles, Belgique

[infoacpeu@worldbank.org](mailto:infoacpeu@worldbank.org)

[www.drrinacp.org](http://www.drrinacp.org)



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

## ACP-EU Natural Disaster Risk Reduction Program

*An initiative of the African, Caribbean and Pacific Group, funded by the European Union and managed by GFDRR*